

DELIBERATION
du conseil d'administration de l'Université de Bourgogne

Séance du 26 janvier 2021

Délibération n° 2021 – 26/01/2021 – 4

Cartographie des risques comptables et financiers et plan d'action

- VU le code de l'éducation
- VU le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- VU l'arrêté du 17 décembre 2015 portant sur le cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable
- VU la circulaire du 28 juillet 2020 relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'État pour 2021
- VU les statuts de l'Université de Bourgogne

Effectif statutaire : 32 Membres en exercice : 32 Quorum : 16 Membres présents : 20 Membres représentés : 6 Total : 26	Refus de vote : 0 Abstention(s) : 0 Suffrages exprimés : 26 Pour : 26 Contre : 0
---	---

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, **approuve la cartographie des risques comptables et financiers et le plan d'action.**

Dijon, le 26 janvier 2021

Le Président de l'Université de Bourgogne,


Vincent THOMAS

*P.J. : Présentation de la cartographie des risques comptables et financiers et du plan d'action
Cartographie des risques comptables et financiers – Clôture comptable ; Contrat de recherche ; Budget ;
Dépenses ; Rémunération ; Trésorerie ; Parc immobilier ; Recettes*

Délibération transmise au recteur de la région académique Bourgogne-Franche-Comté
Chancelier de l'Université de Bourgogne

Délibération publiée sur le site internet de l'établissement

Présentation de la cartographie des risques comptables et financiers et du plan d'action

26 janvier 2021

➤ Le cadre réglementaire du contrôle interne

- ❑ L'article **47-2** de la Constitution.
- ❑ La circulaire de la direction générale des finances publiques du 1^{er} juin 2011 renforcée par le décret n°2012-1246 du **7 novembre 2012** sur la gestion budgétaire et comptable (article 57) impose aux universités de mettre en place **une démarche formalisée de contrôle interne comptable et budgétaire**, de manière conjointe entre l'ordonnateur et l'agent comptable.
- ❑ Une obligation réglementaire complétée par l'article 215 modifié du décret GBCP du 23 janvier 2017 avec notamment **une évaluation par l'autorité chargée du contrôle de l'organisme**.
- ❑ Un **cadre de référence du contrôle interne budgétaire et comptable** a été publié le 17 décembre 2015. Il vise à centraliser, dans un document unique, les principes directeurs et la démarche à mettre en œuvre.
- ❑ La circulaire relative à **la gestion budgétaire et comptable publique** des organismes et des opérateurs de l'Etat.

➤ La définition

C'est l'ensemble des dispositifs **formalisés et permanents**, décidés par la direction et mis en œuvre par l'ensemble des responsables de tous niveaux, qui visent à maîtriser les risques liés à la réalisation des opérations ayant une incidence financière **depuis leur programmation (émission du besoin) jusqu'au dénouement comptable**.

➤ Les objectifs

- Maîtriser les risques financiers et **fiabiliser** l'information financière
- Améliorer la **transparence**, la connaissance, et l'application des processus internes
- Optimiser le **pilotage** et la performance de l'université
- La **traçabilité** des opérations

➤ Les quatre leviers du contrôle interne

- **l'organisation** : attribuer les tâches de manière claire, insérer des points de contrôle, etc.
- **la documentation** : disposer d'une documentation complète sur les procédures internes, former les acteurs, etc.
- **la traçabilité** : archiver les documents, conserver les justifications des opérations, etc.
- **l'évaluation** : auto-évaluation, contrôle de supervision a posteriori, évaluation interne, externe.

➤ Les outils

- La cartographie des risques
- Le plan d'action associé

L'activité de l'uB est découpée en huit processus :

Processus de l'uB	Pilotes associés	Risques élevés	Risques moyens	Risques faibles	TOTAL
Rémunération	M. Pierre-Etienne THEPENIER	6	2	46	54
Parc Immobilier/ Investissement	M. Nicolas CUENIN	7	23	47	77
Contrat de recherche	Mme Colette SCHMITT	19	12	33	64
Dépenses / Commande publique	Mme Frédérique BERNARD	11	10	28	49
Recettes	Mme Béatrice GAUBIL	5	7	25	37
Budget	Mme Magali KHATRI / Mme Valérie BORDE	8	9	29	46
Trésorerie	Mme Muriel LECULLIER	1	1	67	69
Etats financiers/ Clôture comptable	M. Nicolas CUENIN	4	5	10	19
TOTAL		61	69	285	415

Processus Rémunération piloté par Pierre-Etienne THEPENIER

La cartographie des risques compte 54 risques dont 6 non maîtrisés et 2 moyennement maîtrisés dont :

- Le paiement injustifié d'agents ;
- La prise de service d'un agent en l'absence de DAR (demande d'autorisation de recrutement) validée ;
- Le non respect des critères d'attribution des primes ;
- Le non respect des règles d'incompatibilité des primes ;
- Erreur dans le calcul des abattements (assiduité) des primes ;
- Absence de suivi des congés payés (partiellement maîtrisé) ;
- Erreur dans le suivi des congés payés ;
- Erreur dans la récupération d'heures supplémentaires (partiellement maîtrisé).

Processus Rémunération piloté par Pierre-Etienne THEPENIER

- Le plan pluriannuel d'action :

Actions	Date de mise en place	Service chargé de la réalisation
Déploiement de la préliquidation dans SIHAM	2021- 2022	Service Prospective et Qualité RH
Mise en place d'un outil de suivi des congés	2022	DNUM / Service BIATSS

Processus Parc Immobilier - Investissement piloté par Nicolas CUENIN

- La cartographie compte 77 risques dont 7 risques non maîtrisés et 23 risques partiellement maîtrisés. Pour le parc immobilier, on retrouve :
 - Risque de dépassement du coût initial ;
 - Risque de recours à la construction ;
 - Risque de mauvais suivi des opérations de garantie ;
 - Non traitement des non conformités dans la construction ;
 - Convention de partage des locaux non signée ;
 - Modification du programme en cours de réalisation ;
 - Mauvaise évaluation financière de l'opération ;
 - Absence de transmission des documents comptables des opérations achevées (**non maîtrisé**)
 - Absence de maîtrise de l'occupation des locaux ;
 - Non conservation du bien immobilier appartenant à l'Etat ou appartement à l'uB
 - Non traitement d'une opération de contrôle
 - Non traitement des résultats d'une opération de contrôle

Processus Parc Immobilier - Investissement piloté par Nicolas CUENIN

Pour l'investissement, on retrouve les risques suivants :

- Non contrôle de biens mobiliers lors de la réception et de l'installation (Hygiène et sécurité) ;
- Non enregistrement du bien dans l'inventaire ;
- Absence ou mauvaise transmission des documents comptables de travaux achevés (**non maîtrisé**) ;
- Absence de contrôle d'hygiène et sécurité des biens reçus à titre gratuit (**non maîtrisé**) ;
- Absence de procédure d'entrée de matériel informatique ;
- Absence ou mauvais contrôle de l'inventaire mobilier – absence d'audit externe (**non maîtrisé**) ;
- Absence de suivi de bien (localisation) ;
- Absence de mise à jour régulière de l'inventaire (**non maîtrisé**) ;
- Absence ou mauvaise gestion comptable des biens mobiliers inventoriés ;
- Ne pas traiter les résultats des opérations de contrôle (Hygiène et sécurité) ;
- Absence de procédure d'immobilisation lors de la sortie d'un bien immobilisé par lot (**non maîtrisé**) ;
- Absence de vérification réglementaire sur les équipements relevant des laboratoires (**non maîtrisé**) ;
- Absence de procédure de gestion du parc informatique permettant une vue globale du parc informatique ;

Processus Parc Immobilier - Investissement piloté par Nicolas CUENIN

(suite)

- Prise de contact non systématique avec les domaines pour la sortie des biens ;
- Absence de contact avec la mission culture scientifique pour une possible conservation du bien ;
- Absence de suivi de la procédure de sortie de biens informatiques ;
- Absence de contrôle hygiène et sécurité lors d'une réaffectation de bien en interne.

- Le plan pluriannuel d'action :

Actions	Date de mise en place	Service chargé de la réalisation
Migration du logiciel de suivi d'inventaire RANE vers une autre application (cabinet Roux ou Autre)	2021	Agence Comptable
Réalisation d'un nouvel inventaire par un prestataire externe	2022	Agence Comptable
Réalisation d'un recensement du parc de matériel à entretenir dans les laboratoires	2021	Service Hygiène et Sécurité
Réalisation d'une procédure pour les biens reçus à titre gratuit dans les laboratoires	2022	AC et Service H&S

Processus Recherche piloté par Colette SCHMITT / référente Finances Laure THEVENOT

La cartographie compte 64 risques dont 19 risques non maîtrisés et 12 risques moyennement maîtrisés dont :

- Divulgence du projet / sécurité de l'information non assurée (**non maîtrisé**) ;
- Les dépenses prévues par le projet de convention ne sont pas évaluées à leur valeur de réalisation ;
- Mauvaise application de la TVA sur le contrat ou mauvaise optimisation des taxes (douanes, etc.) lors de l'élaboration de la convention ;
- Les compétences sur les achats scientifiques sont insuffisantes pour apporter une vision critique des achats prévus dans les Conventions (**non maîtrisé**) ;
- Ne pas réaliser ou ne pas anticiper les contrôles d'hygiène et de sécurité attenants au projet (**non maîtrisé**) ;
- Accepter des clauses inapplicables par les financeurs (**non maîtrisé**) ;
- La confidentialité des conventions n'est pas respectée (lors de la signature par exemple) (**non maîtrisé**) ;
- Le cadre réglementaire relatif aux achats est difficile à suivre quand ceux-ci dépendent de plusieurs financeurs, i.e. plusieurs conventions de recherche (**non maîtrisé**) ;
- Mauvaise gestion des recettes (non-émission d'une facture, non affectation des recettes au bon projet ;
- Des engagements sont pris pour une convention hors du cadre définis par celle-ci ;

Processus Recherche piloté par Colette SCHMITT / référente Finances Laure THEVENOT

(suite)

- Des fonds prévus par les conventions ne sont pas engagés (**non maîtrisé**) ;
- Les justificatifs tels que définis par la convention ne sont pas transmis, ou sont transmis hors des délais prévus par celle-ci (**non maîtrisé**) ;
- Non-suivi de l'exécution des conventions liées aux opérations comptables (pas de logiciel de suivi de projet, pas de communication entre les services pour avoir une visibilité de toutes les opérations) ;
- Des engagements ne sont pas pris sur des marchés existants (marchés transverses) (**non maîtrisé**) ;
- Le cadre réglementaire et les règlements internes relatifs aux achats ne sont pas respectés (code des marchés publics, etc.) (**non maîtrisé**) ;
- Des engagements dépassant le seuil de marché sont pris hors des marchés existants ou hors marchés (**non maîtrisé**) ;
- Des engagements sont pris sans mise en concurrence (**non maîtrisé**) ;
- Des commandes sont signées par des personnes ne disposant pas des délégations de signature ;
- La saisie des commandes dans le SI n'est pas réalisée, est réalisée hors-délai ou est erronée ;
- La saisie des commande dans le système d'information n'est pas restreinte au personnel autorisé ;

Processus Recherche piloté par Colette SCHMITT / référente Finances Laure THEVENOT

(suite)

- Les produits ou services réceptionnés ne correspondent pas à ceux commandés (en nature, en quantité et en qualité) (**non maîtrisé**) ;
- La réception de produits ou services n'est pas restreinte au personnel autorisé (**non maîtrisé**) ;
- La saisie des services faits dans le système d'information n'est pas réalisée ou est erronée (**non maîtrisé**) ;
- La saisie des services faits dans le système d'information est réalisée hors-délai (**non maîtrisé**) ;
- La saisie des services faits dans le système d'information n'est pas restreinte au personnel autorisé ;
- Les avoirs attendus des fournisseurs ne sont pas obtenus ;
- Des factures ou avoirs ne sont pas comptabilisés, sont comptabilisés hors-délai ou sont erronés (**non maîtrisé**) ;
- L'imputation comptable et analytique des factures est erronée ;
- Mauvaise adaptation lors de la vie du contrat (changement de clause, absence d'avenant, non émission de correction, avenant réalisé hors délai) ;

Processus Recherche piloté par Colette SCHMITT / référente Finances Laure THEVENOT

(suite)

- Mauvais bilan financier du contrat / non-respect du budget (**non maîtrisé**) ;
- Sous-Financement des projets suite aux demandes et validation des paiements par les financeurs, en particulier FEDER (**non maîtrisé**).

- Plan d'actions :

Actions	Date de mise en place	Service chargé de la réalisation	Suivi des travaux
Mise en place d'un outil de suivi des conventions de recherche	2021	Pôle Recherche, DNUM, Agence Comptable, pôle Finances	Une convention de 3 ans a été signée en janvier 2020 avec l'université de Caen pour l'outil Oscar. Mise en service 2021.

Processus Dépenses – commande publique piloté par Frédérique Bernard

Le processus comptent 49 risques dont 11 élevés et 10 moyens dont :

- Absence de politique voyage et cohabitation de 2 régimes de prise en charge des frais de mission ;
- Absence d'optimisation des dépenses liées aux missions (**non maîtrisé**) ;
- Emission d'un ordre de mission irrégulier ;
- Absence de connaissance de localisation exhaustive et en temps réel de l'agent lors d'une mission dans une zone à risques (**non maîtrisé**) ;
- Des dépenses sont passées hors système et sans bon de commande ;
- Irrégularité de la procédure d'engagement (**non maîtrisé**) ;
- Pièce justificative insuffisante ou irrégulière (**non maîtrisé**) ;
- L'établissement est engagé par une personne non habilitée (**non maîtrisé**) ;
- Dépense non autorisée par la réglementation (**non maîtrisé**) ;
- La comptabilisation des engagements ne respecte pas les règles de clarté et de lisibilité (**non maîtrisé**) ;
- Réception de la commande non traitée immédiatement (**non maîtrisé**) ;
- Vérification complète de la commande effectuée dans les délais de recours (**non maîtrisé**) ;

Processus Dépenses – commande publique piloté par Frédérique Bernard

(suite)

- Pièces justificatives insuffisantes ou erronées ;
- Transmission du service fait non enclenchée / Service fait validé sans prestation ;
- Absence du service fait lors du versement de l'acompte ;
- Paiement des intérêts moratoires lorsqu'ils sont dus ;
- Il n'existe pas de marché pour certains biens consommés en grande quantité ;
- Les agents intervenant dans le processus des achats ne sont pas régulièrement formés (**non maîtrisé**) ;
- Les marchés ne sont pas mis en place de manière concertée ;
- Absence d'un réseau de spécialistes par type de produit (**non maîtrisé**) ;

Plan d'action :

Actions	Date de mise en place	Service chargé de la réalisation
Travailler à la réduction des factures payées après 30 jours (intérêts moratoires)	2021	Agence Comptable
Inclure les risques de corruption à la cartographie des risques	2021	Agence Comptable

Processus Recettes piloté par Béatrice GAUBIL / référente Magali DAVID

La cartographie recense toujours 39 risques. On relève 5 risques élevés (contre 4 en 2019) et 7 moyens (contre 6 en 2019).

- Le risque REC09 « Des titres de recettes ou factures sont émis hors délai » connaît une nette aggravation essentiellement dans le cadre de la formation continue. La criticité passe de moyen à élevé et fait peser le risque de ne pas recouvrer la recette. Nous n'avons actuellement qu'une maîtrise partielle de ce risque.
- Le niveau de maîtrise du risque REC 35 « Non rattachement à l'exercice des recettes liées à des formations pluriannuelles ou réparties sur deux exercices » passe d'un niveau de maîtrise complète à une maîtrise partielle. Nous ne sommes plus actuellement en capacité de maîtriser complètement ce risque en raison de la hausse continue des produits à recevoir (PAR) de la formation continue en fin d'exercice.
- Pour le reste, les risques restent identiques et des modifications de texte ou des compléments ont été apportés. Il s'agit par exemple de prendre en compte la réforme en cours de la taxe d'apprentissage ou la prochaine mise en œuvre de la dématérialisation de la chaîne de la recette.
- La cartographie des risques 2020 nous révèle une perte partielle de maîtrise sur certains risques. Les risques les plus élevés font l'objet de propositions dans le plan d'action mis à jour.

PLAN D'ACTION – BILAN DES ACTIONS REALISEES ET EN COURS

Référence du risque	Source du risque	Risque	Services concernés	Proposition d'amélioration continue	Autorité et date de validation de l'action	Responsable de la mise en place de l'action	Date de la mise en place prévue pour l'action	Suivi des travaux en septembre 2020
REC01	Cartographie 2019	Les procédures relatives aux recettes Ub ne sont pas connues de l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs)	Cellule / Pôle finances / Agence comptable	Il faut développer et uniformiser les informations et procédures déposées sur la GED. D'une manière globale, il faut intensifier et adapter la formation des agents aux traitements de la recette	COFIL 19/11/19	B. Gaubil	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022	Le travail sur les procédures est débuté mais doit encore être développé avant d'être diffusé. Très peu de choses ont été déposées sur la GED.
REC07 / REC34	Cartographie 2019	Des recettes ne sont ni titrées, ni facturées et ni encaissées (non identification ou non enregistrement de la recette)	Cellule / Pôle finances / Agence comptable	Le Pôle finances va essayer de mettre en place un suivi d'exécution budgétaire et l'Agence comptable va essayer de mettre en place des autocontrôles sur ce point précis	COFIL 19/11/19	B. Gaubil	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022	Les outils de suivi d'exécution sont mis en place mais l'analyse mérite encore d'être développée. Le travail sur les auto-contrôles n'a pas encore débuté.

PLAN D'ACTION – BILAN DES ACTIONS REALISEES ET EN COURS

Référence du risque	Source du risque	Risque	Services concernés	Proposition d'amélioration continue	Autorité et date de validation de l'action	Responsable de la mise en place de l'action	Date de la mise en place prévue pour l'action	Suivi des travaux en septembre 2020
Risque pilotage	EMR 2019	Cotation inférieure à 3 sur l'évaluation périodique et l'exploitation des résultats	Cellule / Pôle finances / Agence comptable	Il est prévu d'établir un plan d'autocontrôles annuels et une grille de supervision. Les contrôles seront formalisés et les résultats analysés.	COFIL 19/11/19	B. Gaubil	Travail sur la période 2020 - 2022 et finalisation en 2022	Travail non débuté.
REC17	Cartographie 2019	Des encaissements sont enregistrés sans être rattachés à des titres de recettes ou à des factures signées (Recettes à classer)	Cellule / Pôle finances / Agence comptable	Mise en œuvre d'un outil de suivi et communication régulière avec les composantes	COFIL 19/11/19	B. Gaubil	2020	L'outil a été déployé et les résultats sont communiqués par quinzaine aux composantes. Une analyse sur le long terme n'a pas encore été mise en place.

PLAN D'ACTION – BILAN DES ACTIONS REALISEES ET EN COURS

Référence du risque	Source du risque	Risque	Services concernés	Proposition d'amélioration continue	Autorité et date de validation de l'action	Responsable de la mise en place de l'action	Date de la mise en place prévue pour l'action	Suivi des travaux en septembre 2020
REC9	Cartographie 2019	Des titres de recettes ou factures sont émis hors-délai	Cellule et Pôle finances	Hors formation continue, le Pôle finances va essayer de mettre en place un suivi d'exécution budgétaire	COFIL 19/11/19	B. Gaubil	2021	L'outil de suivi d'exécution budgétaire est mis en place, mais nous n'avons pas suffisamment de recul.
REC11	Cartographie 2019	Des titres de recettes ou factures sont émis en double (ex factures hors SIFAC et régie)	Agence Comptable	Travail en collaboration avec les composantes concernées pour fluidifier et améliorer les procédures et leur compréhension	COFIL 19/11/19	B. Gaubil	2022	Une communication régulière est mise en place sans que les procédures écrites ne soient encore déployées.

Processus Budget piloté par Magali KHATRI / Valérie BORDE

Le processus Budget compte 8 risques dont 3 partiellement maîtrisés (Difficultés de projections pluriannuelles sur les opérations immobilières ; difficultés de projections des agrégats financiers et comptables prévisionnels ; Analyse et prévision de la masse salariale).

Plan d'action :

- Développer et renforcer le pilotage global du budget de l'établissement dans la perspective de sécuriser les agrégats financiers, d'améliorer tous les indicateurs financiers et permettre d'avoir une meilleure lisibilité sur la soutenabilité pluriannuelle.
- Développer une matrice de préparation budgétaire en ligne.

Déploiement envisagé : 2022

Processus Trésorerie piloté par Muriel LECULLIER

La relecture de la cartographie a été effectuée par Nicolas CUENIN (Agent Comptable par Intérim jusqu'en Octobre 2020).

Le processus compte 69 risques dont 1 non maîtrisé et 1 partiellement maîtrisé.

Ce processus est globalement maîtrisé.

- Le risque non maîtrisé concerne le problème de rapprochement avec les virements en cours (formation continue).
- Le risque partiellement maîtrisé concerne la réception de virements inappropriés sur les comptes de régie des composantes.

Processus Etats financiers / clôture comptable piloté par Nicolas CUENIN

La cartographie compte 19 risques dont 4 élevés et 5 moyens :

- Manque de maîtrise des flux financiers en cours d'exercice (**non maîtrisé**) ;
- Dispositif de collecte des informations comptables non efficace (**non maîtrisé**) ;
- Imputation comptable erronée ;
- Saisie erronée de données ;
- Non mise en place d'un dispositif de clôture mensuelle ;
- Non mise en place d'une veille permettant des corrections au courant de l'année facilitant la clôture comptable annuelle ;
- Non maîtrise du processus des opérations de l'université pour une compréhension complète des flux financiers au sein de l'université (**non maîtrisé**) ;
- Recensement comptable du Parc Immobilier (**non maîtrisé**) ;
- Mise en place d'une revue périodique des risques liés aux litiges en cours et aux provisions pour charges.

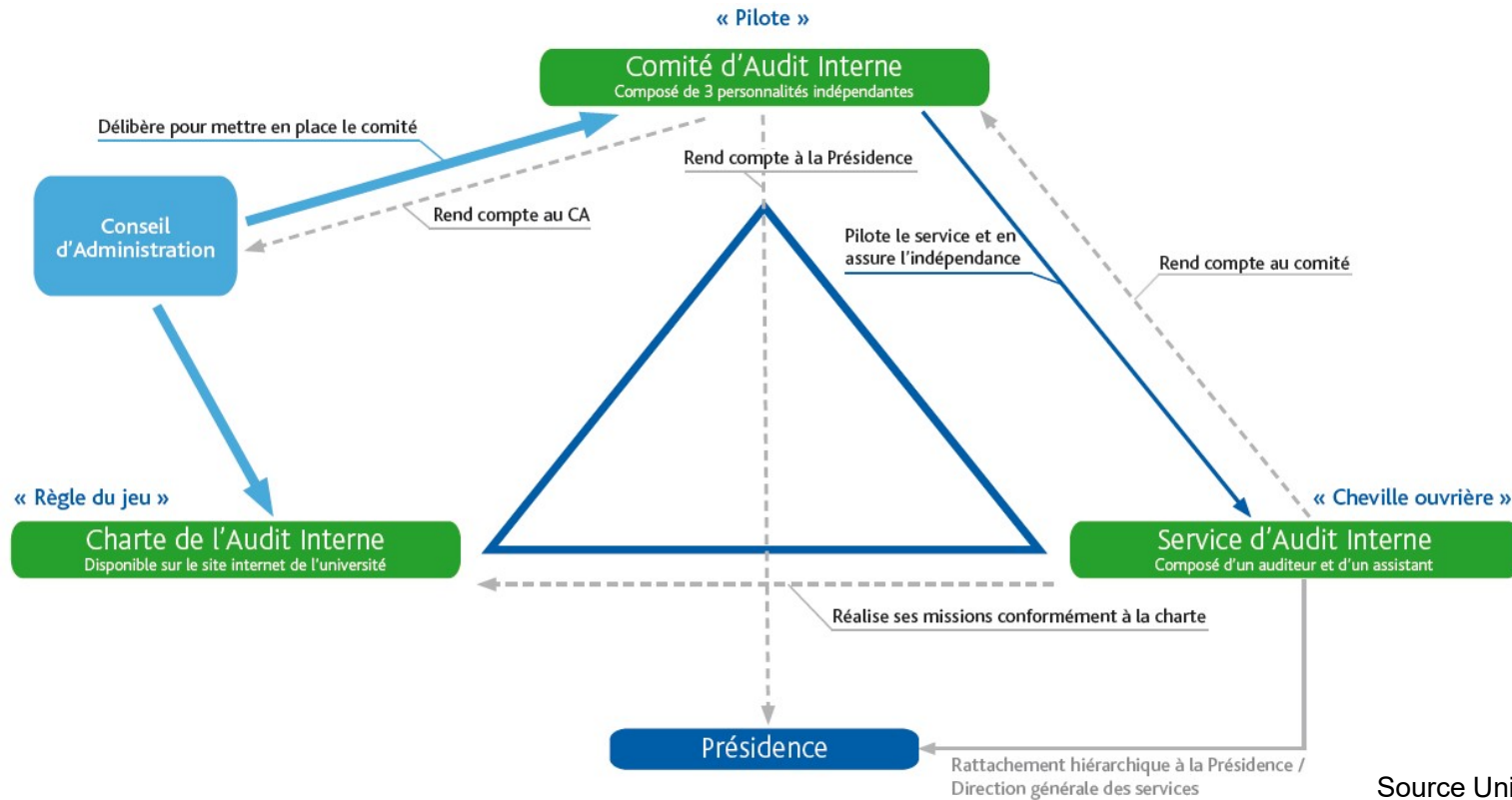
Processus Etats financiers / clôture comptable piloté par Nicolas CUENIN

- Plan d'action :

Il faudrait mettre en place des arrêtés intermédiaires complets mais cela nécessite une gestion plus simplifiée des programmes de financement (notamment recherche). A voir avec la mise en place d'OSCAR (futur outil de suivi des conventions).

Conclusion

La prochaine étape du contrôle interne est la mise en place de l'audit interne. Le schéma de l'Université de Strasbourg résume la future organisation à mettre en place.





Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
RECETTES	Transverse	REC01	Les procédures relatives aux recettes uB ne sont pas connues de l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs)	X							1	3	3	Formation des nouveaux entrants administratifs Procédures et modes opératoires formalisés et communiqués aux administratifs. Réfléchir à la mise en place d'un MOP spécifique aux chercheurs	Moyen	Partielle		Communication insuffisante envers les personnels (chercheurs et administratifs) qui ont à faire des recettes. Il faut développer la formation et créer des MOP adaptés.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC02	Perte de connaissances et coût de formation dus à la politique RH relative aux contractuels à l'uB (turn over important)	X							3	2	6	Des procédures sont mises en place dans les services mais il faut néanmoins former les personnes et cela prend du temps.	Elevé	Partielle		Ceci est un risque RH mais qui a des conséquences sur le processus Recettes.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC03	Les procédures relatives aux recettes de la SATT ne sont pas connues de l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs)	X							1	3	3	Chaque gestionnaire de laboratoire a un correspondant au sein de la SATT GE (un correspondant SATT GE par secteur scientifique). Il faudrait travailler en collaboration avec le Pôle recherche pour élaborer une procédure clarifiée pour le fonctionnement interne et une procédure à destination des composantes	Moyen	Absence		Non connaissance de la nouvelle règle des frais de gestion de la SATT GE : prélèvement de deux fois 2,5 % par an sur le chiffre d'affaire. Problème avec certains bons de commande de la SATT : les titres de recettes n'arrivent pas aux bons destinataires.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC04	Manque de visibilité des procédures relatives aux recettes émanant de la COMUE pour l'ensemble des agents (administratifs et chercheurs) Méconnaissance de ce qui est à facturer en lien avec la convention de reversement et refacturation ED	X							1	3	3	La communication doit être parfaite entre la COMUE (ED), le Pôle finances et les composantes.	Moyen	Partielle		Non connaissance des procédures de la COMUE (contrats de recherche, écoles doctorales pour les frais de déplacement).	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC05	Problème d'encaissements de recettes avec les écoles doctorales (COMUE)	X							1	2	2	Une procédure a été mise à jour, rappelée et mise en ligne sur l'intranet	Faible	Absence		Malgré la procédure, les difficultés persistent (envoi des factures sur Chorus pro, problème de tiers).	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC06	Les produits et activités, ainsi que les tarifs associés, pouvant faire l'objet de recettes ne sont pas connus de l'ensemble des agents	X							1	1	1	Le tableau récapitulatif des tarifs votés en Conseil d'Administration est transmis à l'Agence Comptable. Travail sur le tableau des tarifs (service recette du PF et cellule SIFAC), outil qui sera déployé en septembre 2019. La maîtrise est complète car l'application du tarif voté est systématiquement vérifiée.	Faible	Complète		Communication insuffisante envers les chercheurs. Possibilité d'un tarif incompatible avec ceux votés à l'UB (prestations internes, locations de salles, adhésion à une association savante...). Il faut que les composantes communiquent avec leurs laboratoires.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC07 (REC34 pour la FC)	Des recettes ne sont ni titrées, ni facturées et ni encaissées (non identification ou non enregistrement de la recette)	X							2	3	6	Suivi de l'exécution du budget par rapport au réalisé : rapprochement fait au Pôle Finances. Problème de suivi dans les laboratoires organisateurs. Travail en cours sur le suivi de l'exécution budgétaire au niveau du service recettes du PF	Elevé	Partielle		Des outils spécifiques ont été mis en place entre la cellule et le PF.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC08	Des encaissements (chèques ou espèces) correspondant à des recettes annexes (colloques, ventes d'ouvrages, etc.) sont reçus par des personnes ne disposant pas des délégations associées (Régisseur)	X							1	3	3	Des chèques ne sont pas remis directement aux antennes financières (problème de délai, perte de chèque).	Moyen	Partielle		Des chèques n'arrivent pas à l'Agence Comptable et les échéanciers ne sont pas suivis. En FC les ingénieurs de formation récupèrent des chèques directement	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC09	Des titres de recettes ou factures sont émis hors-délai		X						2	3	6	Relance de l'Agence comptable pour les droits d'inscription. Relance du pôle Finances auprès des composantes pour les recettes récurrentes. Gestion par les laboratoires pour les contrats / alerte sur les eOTP par le pôle Finances.	Elevé	Partielle		L'émission hors délais des factures pose surtout un problème de recouvrement. Quand le pôle finances ou l'agence comptable ont connaissance de quelque chose ils peuvent relancer. Parfois les relances sont mal perçues par les composantes ... Criticité très élevée pour la FC, il n'est pas rare de facturer plus de deux ans après la fin de la prestation de formation. Risque très élevé de ne pas recouvrer la recette.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC10	Des titres de recettes ou factures sont erronés		X						1	2	2	Contrôle des justificatifs par le Pôle Finances lors de l'émission du titre dans SIFAC. Il faudrait lister les anomalies pour pouvoir ensuite travailler à corriger les plus récurrentes avec les composantes.	Faible	Complète		Probabilité forte avec la formation continue (problème de comptage des heures de formation effectuées). Le problème est récurrent avec la FC. Pour les recettes hors FC les commandes de vente erronées ou incomplètes sont refusées au niveau du PF et ne sont pas traitées jusqu'à ce que la composante transmette les éléments demandés. Grosse perte de temps au niveau du service recettes du PF.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC11	Des titres de recettes ou factures sont émis en double (ex factures hors SIFAC et régie)	X							1	2	2	Contrôle des justificatifs par le Pôle Finances lors de l'émission du titre dans SIFAC Identification lors du suivi des créances (relances) et du traitement des encaissements en attente à l'agence comptable	Faible	Absence		Probabilité forte lors des encaissements en régie (liquide, chèque, virement, cb) pour la FC et les droits d'inscription. Des composantes envoient des relevés de vente et cela pose un problème de double envoi de document que les clients ne comprennent pas toujours. Problème des "factures" éditées hors SIFAC par les composantes elles-mêmes	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC12	L'assujettissement à la TVA des produits ou services inclus dans les titres de recettes ou les factures est parfois erroné. La nature TTC ou HT des tarifs votes en CA n'est pas comprise.		X						1	1	1	L'application de la TVA est cadrée dans SIFAC. Une procédure a été élaborée par l'AC. Formation des personnels à cette procédure. Vérification systématique par le pôle Finances. Le tableau de tarif ne comprend que des tarifs votés HT	Faible	Complète			16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC13	Absence ou mauvaise identification des débiteurs		X						1	1	1	L'agence comptable est responsable de la création des clients et la création est maîtrisée à ce niveau. La base comporte des anomalies qui ont été identifiées mais doivent encore être nettoyées. Demander aux composantes de faire remonter systématiquement. Les modifications nécessaires. Une automatisation de la création des clients a été mise en place et permet une sécurisation du process.	Faible	Partielle		Problème avec le reversement de la RAFF pour des vacataires CNRS. La maîtrise ne sera complète que quand la base client sera nettoyée	16/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette
RECETTES	Transverse	REC14	Des titres de recettes ou factures font l'objet d'un rattachement erroné (mauvais centre de profit)			X					1	1	1	Dispositif de maîtrise au niveau des eOTP. Cas à la marge.	Faible	Complète		16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC15	Des titres de recettes ou factures signés ne sont pas archivés ou sont archivés dans des conditions ne permettant pas leur conservation et intégrité		X						1	1	1	Archivage du titre et du justificatif géré par l'Agence Comptable (archivage papier et numérique). Un archivage est également effectué au niveau des composantes.	Faible	Complète		16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC16	Des recettes titrées ne sont pas recouvrées ou partiellement recouvrées	X							2	1	2	Pour les recettes privées, la procédure de recouvrement est formalisée. Des difficultés dans le cas de la FC et des débiteurs étrangers. L'AC peut saisir directement sur le compte des personnes avec un titre d'exécutoire. Au bout de la relance 3, on émet via SIFAC un titre exécutoire (document signé par l'AC et le président de l'uB). Cela évite les frais d'huissier. A partir de septembre 2019, mise en place de la SATD (saisie administrative à tiers détenteur). Rapidité de la procédure.	Faible	Complète	Le Président de l'Ub a délégué du CA pour admettre en non valeur des créances inférieures à 75€ après 2 relances infructueuses. Une liste des créances entrant potentiellement dans ce cadre est régulièrement établie.	16/09/2020
RECETTES	Transverse	REC17	Des encaissements sont enregistrés sans être rattachés à des titres de recettes ou à des factures signées (Recettes à classer)		X						2	2	4	Traitement des encaissements non titrés (en attente) Beaucoup de cas avec la formation continue.	Moyen	Partielle	Une progression est espérée dans ce domaine. Les services recette PF et AC travaillent ensemble sur le suivi des RAC. Développement d'outils et relances des composantes tous les 15 jours par PF devraient permettre une amélioration de la situation.	16/09/2020
RECETTES	Subventions	REC18	Des subventions ne correspondent pas à des titres de recettes ou des factures signées ou alors ne sont pas comptabilisées		X						1	1	1	Ajustement des titres des subventions aux encaissements par le Pôle Finances Suivi par le service recherche du Pôle Finances Traitement des encaissements non titrés (en attente)	Faible	Complète	Les subventions dont le versement est soumis à condition ne font pas l'objet d'un titre jusqu'à la justification de solde. Le risque c'est le non respect du plan de financement et de non remboursement en cas de dépenses inéligibles. Il y a un problème de formation des composantes et des labos.	16/09/2020
RECETTES	Subventions	REC19	Des subventions ne sont pas rattachées aux biens ou activités qu'elles financent					X			1	1	1	Les recettes sur subvention sont fléchées	Faible	Complète		16/09/2020
RECETTES	Subventions	REC20	Des subventions ne sont pas rattachées à l'unité de gestion qu'elles financent					X			1	1	1	Contrôle d'imputation par les Antennes Financières et par le Pôle Finances. Il existe un réel suivi budgétaire des conventions.	Faible	Complète		16/09/2020
RECETTES	Subventions	REC21	Des subventions ne sont pas rattachées ou sont partiellement rattachées aux exercices auxquels elles s'appliquent					X			1	1	1	Procédures de clôture (PAR et PCA) et de report des avances géré par le logiciel SIFAC	Faible	Complète		16/09/2020
RECETTES	Subventions	REC22	Des encaissements reçus doivent être reversés au financeur du fait du non respect des conditions contractuelles des subventions		X						1	1	1	La subvention est versée après justification sauf dans le cas de la fondation de coopération scientifique (FCS).	Faible	Complète	Les subventions dont le versement est soumis à condition ne font pas l'objet d'un titre jusqu'à la justification de solde. Le risque c'est le non respect du plan de financement et de non remboursement en cas de dépenses inéligibles. Il y a un problème de formation des composantes et des labos.	16/09/2020
RECETTES	Conventions de recherche	REC23	Des titres de recettes sont émis sans conventions signées		X						1	1	1	C'est impossible ; le pôle Finances attend que la convention soit signée et validée en CA pour titrer les recettes.	Faible	Complète		16/09/2020
RECETTES	Conventions de recherche	REC24	Des titres de recettes ne sont pas soldés à l'échéance des conventions, ou sont soldés hors-délai ou partiellement			X					1	1	1	Ajustement des titres des subventions aux encaissements par le Pôle Finances	Faible	Complète		16/09/2020
RECETTES	Droits d'inscription	REC25	Des étudiants sont inscrits sans avoir versé l'intégralité des droits d'inscription	X							1	1	1	Suivi des incidents de règlement (principalement Paybox) Suivi des impayés.	Faible	Complète	Certaines scolarités oublient d'émettre la facture (et le titre de recettes) et de l'envoyer aux entreprises lorsque celles-ci prennent en charge les frais de leur employé. Lorsque les composantes mettent un étudiant en "A facturer" c'est en théorie sur accord écrit de l'entreprise pour la prise en charge. Problématique de la justification des écarts au niveau de l'agence comptable.	16/09/2020
RECETTES	Droits d'inscription	REC26	Les droits d'inscription spécifiques (droits de formation) versés par des étudiants ne sont pas rattachés à l'unité de gestion correspondante					X			1	1	1	Cas des formations du SEFCA ou des inscriptions des étudiants internationaux hors UE (RI)	Faible	Complète	Problème du recouvrement des droits d'inscription au niveau des relations internationales et des inscriptions FC dans les composantes.	16/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette	
RECETTES	Droits d'inscription	REC27	Les droits d'inscription versés ne sont pas rattachés aux exercices concernés (droits pluriannuels)					X			1	1	1	Procédures de clôture. PAR (Ub 98 droits d'inscription à facturer) et PCA (prorata de ce qui est payé)	Faible	Complète		Modification de la réglementation, les droits d'inscription sont rattachés à l'exercice au cours duquel ils ont été payés.	16/09/2020
RECETTES	Taxe d'apprentissage	REC28	Les procédures relatives à la perception de la taxe d'apprentissage ne sont pas connues de l'ensemble des agents, notamment des agents au contact des entreprises (chercheurs, etc.)		X						1	1	1	Une procédure a été mise en place et transmise aux composantes. Les notifications sont collectées au pôle Finances. Il y a de plus en plus de virements bancaires. Une grande sensibilisation (courrier) a été mise en place ces dernières années. Une procédure d'utilisation de la taxe est mise à jour et transmise par mail et mise en ligne sur l'intranet chaque année.	Faible	Complète			08/09/2020
RECETTES	Taxe d'apprentissage	REC29	Versement de la taxe d'apprentissage par le CFA par chèque pour une somme conséquente							X	2	2	4	Un paiement par virement sécuriserait la procédure	Moyen	Absence			08/09/2020
RECETTES	Taxe d'apprentissage	REC 30	Les justifications de taxe d'apprentissage arrivent trop tard en conséquence les vérifications sont tardives et la facturation arrive en dernière limite.		X						1	2	2	Il pourrait être envisagé une modification du calendrier de clôture et un avancement de la date de restitution des justifications.	Faible	Partielle			08/09/2020
RECETTES	Taxe d'apprentissage	REC31	Les contacts en entreprise ne sont pas mobilisés ou sont mobilisés hors délai pour obtenir des promesses d'attribution de la taxe d'apprentissage. Les contacts en entreprise ne font pas l'objet d'un suivi suffisant pour pérenniser l'attribution de la taxe d'apprentissage.			X					1	1	1	Actions mises en place au niveau de l'espace entreprises. Les composantes relancent également de leur côté. Bon développement au niveau des composantes.	Faible	Complète		Suivi peut être effectué par les composantes car le PF envoie un tableau récapitulatif des versements à chaque Ub à la fin de la campagne de taxe.	08/09/2020
RECETTES	Taxe d'apprentissage	REC32	La taxe d'apprentissage perçue n'est pas rattachée à l'unité de gestion qu'elle finance (selon les promesses)							X	1	1	1	Suivi budgétaire Versement pas clairement identifié (parfois l'OCTA ne précise pas la formation et le diplôme financé) mais correction rapide du pôle Finances	Faible	Complète		Réforme de la TA 2020, versement par les entreprises directement à l'université. Il ne devrait plus y avoir de versement aux composantes.	08/09/2020
RECETTES	Taxe d'apprentissage	REC33	Restitution de la taxe d'apprentissage (non consommation, absence de justification)			X					1	2	2	Contrôle au niveau de l'antenne financière et contrôle de l'éligibilité par le Pôle Finances. Les dépenses doivent être conformes à la circulaire du 05/02/2017.	Faible	Complète		Absence de contrôle externe par la DRFIP	08/09/2020
RECETTES	Formation Continue	REC34 (REC07 pour les autres recettes)	Absence de titres de recette sur les prestations de formation continue	X							2	2	4	Procédure de relance de l'agence comptable et du pôle Finances.	Moyen	Partielle		L'UMDPCS passe tout en régie donc pas de contrôle possible de la part du pôle Finances.	08/09/2020
RECETTES	Formation Continue	REC35	Non rattachement à l'exercice des recettes liées à des formations pluriannuelles ou à cheval sur deux exercices							X	2	1	2	Démarche de fiabilisation liée à la certification par les CAC Rattachement des recettes au prorata du temps de formation sur l'exercice. Le principe de l'annualité est bien respecté. La gestion du décalage entre l'année budgétaire et l'année universitaire est gérée par les PAR.	Faible	Partielle		Difficultés à contrôler les PAR liés à la FC. Situation aggravée par les retards conséquents de facturation.	08/09/2020
RECETTES	Formation Continue	REC36	Non comptabilisation des droits d'inscription versés par les étudiants ou à recevoir à la clôture de l'exercice	X							1	1	1	Contrôle sur la base APOGEE pour rapprochement entre recette théorique et recette recouvrée. Les recettes IA sont toutes comptabilisées. Pour les prises en charge par un tiers, émission d'une facture SIFAC.	Faible	Complète		Justification tous les mois des droits d'inscription non perçus avec liste nominative transmise à l'agence comptable. Problème de suivi avec les étudiants en formation continue. Vu avec les CAC.	08/09/2020
RECETTES	Formation Continue	REC37	Connaissance de la réforme de l'apprentissage .		X									Réforme en cours, incidence sur 2019. Suivi de la responsable financière du SEFCA. A voir pour la procédure interne à l'UB.				La réforme de la TA a été conduite en 2020, l'analyse sera faite en 2021.	08/09/2020
RECETTES	Formation Continue	REC38	Connaissance de la réforme de la formation continue		X									Réforme en cours, incidence sur 2019. Suivi de la responsable financière du SEFCA. A voir pour la procédure interne à l'UB.				Aucune information au niveau PF et AC.	08/09/2020
RECETTES	Autres	REC39	Accès et dépôt des factures sur le Portail CHORUS, dématérialisation de la chaîne de la recette		X						1	1	1	Toutes les factures dues par les collectivités publiques doivent transiter via le portail CHORUS factures. Dans un avenir proche, l'ensemble des factures devra être déposé sur une plateforme. La dématérialisation de la chaîne de la recette va impacter fortement les composantes.	Faible	Complète		L'Ub fait partie des établissements test de Chorus pro recettes et dématérialisation. La solution va être complètement déployée au 01/01/2021. Seule l'agence comptable doit pouvoir déposer des factures sur Chorus, les composantes ne doivent pas avoir le faire. C'est ensuite à l'Agence Comptable de gérer le recouvrement.	08/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		
Etats financiers/ Clôture comptable	Arrêtés infra-annuels	CC01	Mauvaise utilisation de la nomenclature utilisée au sein de l'université						X	2	1	2	Il y a une nomenclature précise des comptes en achat comme en recette.	Faible	partielle		Vérification à l'Agence comptable par le service facturier (dépenses) ou service recettes (recettes)	26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Arrêtés infra-annuels	CC02	La balance est déséquilibrée						X	3	1	3	Sifac est bien calibré et la balance ne peut être déséquilibrée.	Moyen	complète		Aucun risque car le SI permet de tout maîtriser.	
Etats financiers/ Clôture comptable	Arrêtés infra-annuels	CC03	Manque de maîtrise des flux financiers en cours d'exercice (non détection d'erreurs importantes, les variations importantes des postes du bilan et du compte de résultat ne sont pas connues)			X				3	2	6	Depuis 2019, mise en place de contrôles mensuels des comptes de classe 4 en cours d'exercice.	Elevé	partielle		Il faudrait faire des arrêtés intermédiaires (1 ou 2 par an) mais compliqué à cause des programmes de financement (notamment recherche). A voir avec le nouvel outil de gestion des conventions OSCAR.	26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Arrêté annuel	CC04	Décomptes non effectués (la caisse et les valeurs ne sont pas décomptés au 31 décembre)	X						3	1	3	Pas de dispositif particulier car la caisse et les valeurs (trésorerie en général) sont ddtées au 31/12 par les CAC et la cour des comptes	Moyen	complète			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC05	Dispositif de collecte des informations comptables non efficace (perte de données, retard dans la collecte, pas de contrôle de régularité des pièces collectées)	X						3	2	6	Relances par mail effectuées. Cependant, le contrôle de régularité des pièces des écritures de clôture est tjrs effectué au 31/12.	Elevé	partielle		Comparatif systématique entre les données n et n-1 qui permettent d'identifier les omission ou les irrégularités.	26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC06	Imputation comptable erronée			X				2	2	4	Contrôle avec l'appui des commissaires au compte.	Moyen	partielle			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC07	Saisie erronée de données (double saisie, omission de saisie, saisie tardive, mauvais contrôle des saisies, validation de saisies erronées)			X				2	2	4	Auto-contrôle des agents. Pas de double vérification pour le moment. Possibilité de vérifier le total.	Moyen	partielle			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC08	Mauvais archivage des documents comptables (non disponibilité des documents, mauvais classement ne permettant pas la recherche rapide de document)	X						1	1	1	Tout n'est pas dématérialisé pour le moment. Mais tout est archivé de manière papier.	Faible	complète			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC09	Mauvaise tenue de l'inventaire physique (absence d'inventaire du stock des produits de l'université)				X			2	1	2	Un inventaire est réalisé tous les ans par les composantes ayant des produits (COM, EUD, IUVV).	Faible	complète		Il faudrait faire des contrôles des stocks de temps en temps.	26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC10	Non mise en place d'un dispositif de clôture mensuelle (solde des comptes d'imputation provisoire, mise en service régulière des immobilisations, émission régulière des titres et mandats, arrêtés intermédiaires complets)				X			2	2	4	Quasi-absence par manque de moyen. Mais maîtrise de la mise en service régulière des immo	Moyen	partielle		contrôle infra-annuel mais absence de contrôle mensuel pour l'instant.	26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC11	Non mise en place d'une veille permettant des corrections au courant de l'année facilitant la clôture comptable annuelle	X						2	2	4	cf. point précédent	Moyen	partielle			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC12	Non maîtrise du processus des opérations de l'université pour une compréhension complète des flux financiers au sein de l'université	X						3	2	6	L'Agence comptable contrôle derrière ; la maîtrise est partielle. Deux réunions de clôture sont mises en place pour expliquer aux composantes (l'une pour parler du bilan de l'année n-1 et l'autre avant la clôture n). Une formation est dispensée chaque année.	Elevé	partielle			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC13	Mauvaise anticipation de la clôture comptable (standardisation des règles de documentation comptable, mise en place d'une cartographie des acteurs, planning des opérations liées à la clôture comptable)	X						3	3	9	Calendrier de clôture mis en place, diffusé aux composantes le plus tôt possible. Réunions régulières entre l'AC et le pôle Finances.	Elevé	complète			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC14	Mauvaise gestion de la fiscalité des opérations (TVA, provisions, crédits d'impôts)		X					1	1	1	L'Université n'a pas d'opérations fiscales autre que la TVA qui est déclarée mensuellement et qui ne se gère pas dans le cadre d'un dispositif de clôture.	Faible	complète			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC15	Mauvaise gestion des prestations internes		X					1	3	3	C'est centralisé au niveau de l'AC et du pôle Finances. Pas de commande de vente sans bon de commande d'achat correspondant.	Moyen	complète			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC16	Mauvaise qualité de la restitution des comptes (fidélité des comptes de l'université, isolation des dépenses importantes et non récurrentes)				X			1	1	1	Dans le cadre de la certification des comptes, on répond aux exigences des CAC en terme de restitution.	Faible	complète			26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC17	Recensement comptable du Parc Immobilier (cf. narratif PIM)				X			3	2	6	Malgré une procédure écrite, la transmission du PV de mise en service reste toujours à l'initiative de l'AC.	Elevé	partielle		Evaluation de France Domaine sur les biens immobiliers de l'Université en 2012. Les bâtiments nouveaux sont intégrés à leur coût d'acquisition.	26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC18	Mise en place d'une revue périodique des risques liés aux litiges en cours et aux provisions pour charges	X						3	1	3	Pas de dispositif de maîtrise mais le nombre de litiges est faible. Pas de communication à l'AC des litiges juridiques, RH ou en ce qui concerne le patrimoine. Pas contre, litiges concernant les factures (créances clients) connus.	Moyen	partielle		Revue des litiges par les CAC chaque année.	26/08/2020
Etats financiers/ Clôture comptable	Clôture comptable	CC19	Mise en place d'un dispositif de prise en charge des amortissement des actifs.	X						3	1	3	Tout est intégré dans le SI.	Moyen	complète			26/08/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR01	Des conventions sont initiées alors qu'elles ne correspondent pas aux objectifs de recherche du laboratoire et/ou de l'université	X		X					1	1	1	Validation des projets de convention par le Directeur de laboratoire selon les règles de gouvernance du laboratoire. Validation formelle non systématique.	Faible	Complète			
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR02	Divulgarion du projet (sécurité de l'information non assurée)								3	2		Les ordinateurs sont cryptés par obligation cependant il n'y a pas d'information sur la sécurité de l'information des partenaires de l'université.	Elevé	Partielle		Risque de divulgation d'informations via des échanges de mails entre les différents acteurs (services, partenaires extérieurs, etc.) lors de l'élaboration du contrat. La plateforme Régionale de dépôt des demandes de financement ne permet pas la confidentialité des projets : chaque ayant droit a accès à la totalité des projets de l'Etablissement. Cette problématique est contournée pour les dossiers FEDER : seuls les services centraux ont les codes d'accès à la plateforme de dépôt.	
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR03	Prise en compte d'un projet non validé par le laboratoire	X							1	1	1	Tous les projets doivent être validés par le directeur du laboratoire.	Faible	Complète		Ce risque est apparu dans le passé, notamment dans le cadre de projets inter-laboratoires (MSH).	
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR04	Mauvaise définition du contrat (ex: manque d'information sur la propriété intellectuelle ou sur les parties prenantes du contrat)			X					3	1	3	Existence de contrat type spécifiant les clauses particulières. Double contrôle par le pôle Recherche et le pôle Finances	Moyen	Complète		La plupart des financeurs imposent maintenant un formulaire type, cela limite les problèmes liés aux types de dépenses.	
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR05	Les dépenses prévues par le projet de convention ne sont pas évaluées à leur valeur de réalisation (montant, nature, etc.) ou de manière incomplète.			X					3	1	3	Validation du plan de financement par le Responsable Administratif ou le Responsable de l'Antenne Financière et par le service Finance de la Recherche Justification de l'évaluation des dépenses par un ou plusieurs devis	Moyen	Partielle		Le montage des dossiers Région et FEDER sont maintenant montés en collaboration chercheur - gestionnaires -Pôle Recherche et Pôle Finances. Le risque est moins important.	
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR06	Mauvaise application de la TVA sur le contrat ou mauvaise optimisation des taxes (douanes, etc.) lors de l'élaboration de la convention .			X					3	1	3	Depuis le 1er Janvier 2019, tous les projets de Recherche sont à monter en HT. Cette "obligation" est vérifiée et validée par le Pôle Recherche et le Pôle Finances.	Moyen	Partielle			
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR07	Les dépenses prévues par le projet de convention ne correspondent pas aux objectifs de la convention	X							2	1	2	L'instruction des dossiers de demande de subvention par le Pôle Recherche permet de corriger ce point.	Faible	Partielle			
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR08	Les compétences sur les achats scientifiques sont insuffisantes pour apporter une vision critique des achats prévus dans les conventions	X							2	2	4		Moyen	Absence		Absence de compétences sur les achats scientifiques pour apporter une vision critique des choix de l'Enseignant Chercheur	
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR09	Ne pas réaliser ou ne pas anticiper les contrôles d'hygiène et de sécurité attenants au projet.	X							3	2	6	Il n'y a pas de maîtrise au niveau du service financier, la responsabilité est au niveau du chercheur.	Elevé	Absence			
Contrat de Recherche	Elaboration du contrat	CR10	Accepter des clauses inapplicables (budget trop restreint, calendrier non réalisable, etc.) par les financeurs			X					3	3	9	Les dossiers FEDER sont montés via le Pôle Recherche en accord avec le Financier, les Pôles Finances, service achats. Néanmoins, tout changement de réglementation FEDER est applicable de manière rétro-active, et le travail d'élaboration peut donc se révéler "caduque". Les évaluations budgétaires prises en compte par le service FEDER ne reflètent pas la réalité du projet, menant régulièrement à un sous-financement dès l'édition de la convention.	Elevé	Absence		Les contraintes d'instruction, de validation, de réalisation et de justification (demandes de paiements) des conventions FEDER sont à suivre sans possibilité de négociation.	



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Contrat de Recherche	Validation du contrat	CR11	Des engagements sont pris sur une convention non signée par toutes les parties prenantes	X							3	2	6	Attente de la notification du premier financeur pour engager les dépenses d'une convention Contrôle des pièces justificatives par le Pôle Finances avant l'ouverture des budgets et la titrisation	Elevé	Complète		Tant que les financements FEDER seront associés aux financements Région, ce sera le cas.	
Contrat de Recherche	Validation du contrat	CR12	Des conventions sont signées par des personnes ne disposant pas des délégations de signature correspondantes	X							2	1	2	Délégations de signatures formalisées et communiquées Suivi des encaissements permet d'identifier et de traiter les conventions ayant dérogées au processus de validation	Faible	Complète			
Contrat de Recherche	Validation du contrat	CR13	Des conventions signées ne sont pas archivées ou sont archivées dans des conditions ne permettant pas leur intégrité	X							1	1	1	Processus de validation en interne et en externe géré par le Pôle Recherche Archivage de l'exemplaire signé centralisé par Pôle Recherche	Faible	Complète			
Contrat de Recherche	Validation du contrat	CR14	La confidentialité des conventions n'est pas respectée (lors de la signature par exemple)	X							3	1	3		Moyen	Absence		Problématique non appréhendée Projets de convention accessibles Il n'y a pas de système de sécurisation des données	
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR15	Le cadre réglementaire relatif aux achats est difficile à suivre quand ceux-ci dépendent de plusieurs financeurs, i.e. plusieurs conventions de recherche	X							3	2	6	Contrôle par le Pôle Recherche et par le Responsable de l'Antenne Financière du laboratoire	Elevé	Partielle		Une sensibilisation de ces points est mise en place (de manière plus extensive depuis 2018) via des réunions de communication portées par le Pôle Recherche, en coordination avec le Pôle finances et le service achats marchés.	
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR16	Le paramétrage des conventions dans le système d'information (ouverture des budgets et report des budgets pluriannuels) n'est pas réalisé, est réalisé hors-délai ou est erroné	X							1	1	1	Ouverture des budgets par le service Finance de la Recherche Contrôle par l'Antenne Financière Identification des anomalies lors des budgets rectificatifs ou lors de la saisie des commandes	Faible	Complète			
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR17	L'accès au paramétrage des conventions dans le système d'information (SIFAC) n'est pas restreint au personnel autorisé	X							1	1	1	Accès restreint au service Finance de la Recherche Absence de revue périodique des accès	Faible	Partielle		Il faudrait rafraichir la base de données au premier septembre.	
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR18	Mauvaise gestion des recettes (non-émission d'une facture, non-affectation des recettes au bon projet)	X							3	1	3		Moyen	Partielle			
Contrat de Recherche	Gestion financière et matérielle	CR19	Ne pas transmettre de rapport intermédiaire aux financeurs (absence de dispositif de corrections, les évaluations ne sont pas transmises au porteur du projet)	X							3	1	3	Certains financeurs imposent des demandes d'acompte. Mais ce risque n'existe plus ? Car les demandes d'acompte sont maintenant validées par le même processus que les demandes de solde.	Moyen	Complète		Les justifications ne sont faites que lorsque cela est spécifié dans la convention. Il n'y a pas de retour de la part des financeurs.	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR20	Des dépenses ne sont pas rattachées à une convention pour laquelle elles sont engagées						X		2	2	4	Suivi des budgets par l'Antenne Financière Identification des anomalies lors de la saisie des commandes	Moyen	Complète			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR21	Des engagements sont pris pour une convention hors du cadre (nature, montant, délai, etc.) définis par celle-ci	X							3	1	3	Contrôle de la convention par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes	Moyen	Partielle		Les gestionnaires ont de plus en plus le réflexe de demander au Pôle Recherche avant de passer des commandes non inscrites à la convention.	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR22	Des fonds prévus par les conventions ne sont pas engagés (absence de suivi, anticipation insuffisante de l'échéance, cloisonnement des informations, etc.)	X							3	2	6	Tableau de suivi des conventions (échéances) par le Pôle Recherche Suivi des conventions par l'Antenne Financière du laboratoire. Des relances sont faites lors de l'arrivée à l'échéance de la convention	Elevé	Partielle		La maîtrise de la dépense est sous la responsabilité du chercheur. Les chercheurs sont sensibilisés à travailler étroitement avec leur gestionnaires pour palier ce risque.	



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR23	Les justificatifs tels que définis par la convention ne sont pas transmis, ou sont transmis hors des délais prévus par celle-ci	X						3	2	6	Etablissement et contrôle des justificatifs par l'Antenne Financière du laboratoire et par le Pôle Recherche par rapport à la convention Contrôle des justifications par le Pôle Finances	Elevé	Partielle	Tout est maintenant centralisé via le Pôle Recherche. Reste la problématique des justificatifs liés aux fonds FEDER, qui ne sont pas forcément connus lors de l'exécution du projet (applications rétro-active de la réglementation Européenne). Il est difficile de produire des documents qu'on ignorait devoir archiver.		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR24	Les recettes liées au contrat de recherche ne sont pas affectées au bon exercice					X		3	1	3	Titrisation en fin d'année à hauteur des dépenses engagées	Moyen	Complète			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR25	Mauvaise gestion des dépenses (non-ouverture des lignes budgétaires dans le délai nécessaire au bon déroulement du projet ou dépenses hors champs de recherche)			X				3	1	3	Ouverture des lignes budgétaires une fois que les conventions sont signées (il arrive aussi que les lignes de crédit soient ouvertes par anticipation, dès réception de l'acte d'engagement)	Moyen	Complète			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR26	Non-suivi de l'exécution des conventions liées aux opérations comptables (pas de logiciel de suivi de projet, pas de communication entre les services pour avoir une visibilité de toutes les opérations)				X			2	2	4		Moyen	Partielle	Tableau Excel pouvant impliquer des erreurs de resaisie Acquisition Logiciel OSCAR en cours : gestion des conventions, qui devrait permettre de pallier à la problématique.		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR27	Des besoins exprimés sont incomplets ou erronés	X						2	1	2	Contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation par l'Antenne Financière du laboratoire (commande) et par le Pôle Achats (marchés) Vérification coordonnée : Prech, PFin et service achat.	Faible	Partielle			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR28	Des besoins exprimés ne correspondent pas à une convention signée ou à un budget ouvert		X					2	1	2	Contrôle par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes (commandes) Contrôle par le Pôle Achats de la Fiche de financement préparée par l'Antenne Financière (marchés) Vérification coordonnée : Prech, Pfin et service achat.	Faible	Complète			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR29	Les produits ou services prévus ne sont pas évalués à leur valeur de réalisation (taux de conversion, TVA sur importations, frais, etc.)			X				1	1	1	Blocage automatique si la commande dépasse le budget ouvert dans SIFAC	Faible	Partielle	Risque sur les études, dont le montant peut différer du devis initial		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR30	Des engagements ne sont pas pris sur des marchés existants (marchés transverses)		X					3	2	6	Contrôle des marchés existants par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes	Elevé	Partielle	Risque majoré dans certaines entités dont les dispositifs de maîtrise ne sont pas intégralement mis en œuvre du fait de la taille ou de l'organisation de l'entité		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR31	Le cadre réglementaire et les règlements internes relatifs aux achats ne sont pas respectés (code des marchés publics, etc.)		X					3	2	6	Procédure d'achats formalisée Revue des dossiers par le Responsable du Pôle Achats Le Prech met en relation les chercheurs avec le service achats lors du montage de dossier	Elevé	Partielle			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR32	Des engagements dépassant le seuil de marché sont pris hors des marchés existants ou hors marchés		X					3	2	6	Contrôle par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes	Elevé	Partielle	Risque majoré dans certaines entités dont les dispositifs de maîtrise ne sont pas intégralement mis en œuvre du fait de la taille ou de l'organisation de l'entité Pas de blocage automatique avant 90 ke de commande sur une famille d'achat		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR33	Des engagements sont pris sans mise en concurrence		X					3	2	6	Dérogation à la mise en concurrence validée par le Conseil d'Administration de l'université (> 15ke) Mise en concurrence systématique pour tout les achats gérés par le Pôle Achats (>15 ke)	Elevé	Partielle	Pas de contrôle pour les achats inférieurs à 15 ke Mise en concurrence mise en œuvre par certains laboratoires pour les achats inférieurs à 15 ke, mais non conforme (3 devis fournisseurs)		



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR34	Des engagements sont pris sans contrat signé	X							3	2	6	Processus de signature des contrats géré par le Pôle Achats Signature des contrats par le Directeur de l'université (marchés)	Elevé	Complète	Obligation liée aux fonds FEDER associés aux subventions Régionales. Obligations liées aux pièces de marchés obligatoires à fournir pour l'édition de la convention FEDER : l'Établissement est obligé de s'engager à faire l'achat avant d'avoir la notification officielle de la subvention.	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR35	Des contrats sont signés par des personnes ne disposant pas des délégations de signature correspondantes	X							2	1	2	Processus de signature des contrats gérés par le Pôle Achats Délégations de signatures formalisées et communiquées	Faible	Complète		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR36	Des contrats signés ne sont pas archivés ou sont archivés dans des conditions ne permettant pas leur intégrité	X							2	1	2	Processus de signature des contrats gérés par le Pôle Achats Archivage de l'exemplaire signé centralisé par Pôle Achats	Faible	Complète		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR37	Des engagements sont pris pour des dépenses non prévues dans le marché ou sans marché correspondant (marché clos à date de commande, etc.)	X							2	1	2	Contrôle par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes	Faible	Partielle		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR38	Des commandes sont signées par des personnes ne disposant pas des délégations de signature correspondantes	X							2	2	4	Délégations de signatures formalisées et communiquées Contrôle par l'Antenne Financière du laboratoire lors de la saisie des commandes	Moyen	Partielle	Certaines commandes ne sont pas signées par des personnes habilitées (ex. commande en direct)	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR39	Des commandes signées ne sont pas archivées ou sont archivées dans des conditions ne permettant pas leur conservation et intégrité	X							2	1	2	Archivage de l'exemplaire signé centralisé par l'Antenne Financière du laboratoire	Faible	Partielle	Risque majoré dans certaines entités dont les dispositifs de maîtrise ne sont pas intégralement mis en œuvre du fait de la taille ou de l'organisation de l'entité	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR40	La saisie des commandes dans le système d'information n'est pas réalisée, est réalisée hors-délai ou est erronée	X							2	2	4	Commande éditée uniquement après saisie dans SIFAC	Moyen	Partielle	Certaines commandes sont éditées avec des outils bureautique ou directement en papier	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR41	La saisie des commandes dans le système d'information n'est pas restreinte au personnel autorisé	X							2	2	4	La saisie des commandes est restreinte aux agents de l'Antenne Financière du laboratoire, mais n'est pas restreinte à l'UFR de l'agent Absence de revue régulière des accès	Moyen	Partielle		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR42	Les produits ou services réceptionnés ne correspondent pas à ceux commandés (en nature, en quantité et en qualité)		X						3	2	6	Absence de procédures et instructions Contrôle réception non réalisé systématiquement, et très disparate selon les organisations	Elevé	Partielle		
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR43	La réception de produits ou services n'est pas restreinte au personnel autorisé	X							3	3	9	Absence de procédures et instructions Nombreuses personnes pouvant réceptionner, pas toujours habilitées	Elevé	Partielle	Risque majoré dans certaines entités dont les dispositifs de maîtrise ne sont pas intégralement mis en œuvre du fait de la taille ou de l'organisation de l'entité	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR44	La saisie des services faits dans le système d'information n'est pas réalisée ou est erronée	X							3	2	6	Saisie du service fait réalisée par l'Antenne Financière du laboratoire Blocage automatique dans SIFAC des quantités réceptionnées supérieures aux quantités commandées	Elevé	Partielle	Risque majoré dans certaines entités dont les dispositifs de maîtrise ne sont pas intégralement mis en œuvre du fait de la taille ou de l'organisation de l'entité	
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR45	La saisie des services faits dans le système d'information est réalisée hors-délai	X							3	3	9	Saisie du service fait réalisée par l'Antenne Financière du laboratoire Méconnaissance des délais applicables à chaque produit ou service et à chaque commande	Elevé	Partielle	Risque majoré dans certaines entités dont les dispositifs de maîtrise ne sont pas intégralement mis en œuvre du fait de la taille ou de l'organisation de l'entité	



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR46	La saisie des services faits dans le système d'information n'est pas restreinte au personnel autorisé	X							3	1	3	La saisie des services faits est restreinte aux agents de l'Antenne Financière du laboratoire, mais n'est pas restreinte à l'UFR de l'agent Absence de revue régulière des accès	Moyen	Partielle			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR47	Les produits ou services facturés ne correspondent pas à ceux réceptionnés (en nature et en quantité) et à ceux commandés (en prix)			X					3	2	6	Contrôle des factures par rapprochement avec les services faits (en quantité) et avec les commandes (en prix) Blocage automatique des écarts lors du rapprochement, forçable dans les limites des seuils de 50e ou 5% Modification des services faits et des commandes restreintes aux agents des Antennes Financières	Elevé	Complète			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR48	Les écarts de rapprochement Facture-Réception-Commande non justifiés ne sont pas investigués	X							1	2	2	Saisie manuelle des frais accessoires par le Service Facturier Blocage automatique Blocage automatique des écarts lors du rapprochement, forçable dans les limites des seuils de 50e ou 5%	Faible	Complète			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR49	Les avoirs attendus des fournisseurs ne sont pas obtenus	X							1	3	3	Suivi des avoirs à recevoir par l'Antenne Financière du laboratoire	Moyen	Partielle			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR50	Des factures ou avoirs ne sont pas comptabilisés, sont comptabilisés hors-délai ou sont erronés	X							3	2	6	Facture comptabilisée lorsque les écarts de rapprochement sont corrigés Suivi des délai de saisie des factures par l'Agent Comptable Procédures des clôtures (FNP)	Elevé	Partielle			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR51	Des factures sont comptabilisées en double	X							2	1	2	Alerte automatique en cas de saisie d'une facture avec un code fournisseur et un numéro de pièce identique à une facture déjà saisie	Faible	Complète			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR52	L'imputation comptable et analytique des factures est erronée						X		2	2	4	Contrôle des imputations par le Service Factures et par le Responsable de l'Antenne Financière Suivi budgétaire et des conventions de recherche	Moyen	Partielle			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR53	La saisie des factures (par rapprochement avec services faits) dans le système d'information n'est pas restreinte au personnel autorisé	X							2	1	2	La saisie des factures par rapprochement est restreinte aux agents du Service Facturier Absence de revue régulière des accès	Faible	Partielle			
Contrat de Recherche	Achats relatifs à la Recherche	CR54	La saisie des factures manuelles dans le système d'information n'est pas restreinte au personnel autorisé	X							2	1	2	La saisie des factures par rapprochement est restreinte aux adjoints de l'Agent Comptable Absence de revue régulière des accès	Faible	Partielle			
Contrat de Recherche	Gestion générale du projet	CR55	Mauvaise adaptation lors de la vie du contrat (changement de clause, absence d'avenant, non émission de correction, avenant réalisé hors délai)	X							2	2	4		Moyen	Partielle	Les avenants sont souvent réalisés hors délai. Il y a un problème d'anticipation et un problème de signature des parties prenantes (lourdeur du circuit de signature). Il n'y a pas encore d'alerte automatique lors d'un besoin d'avenant. OSCAR devrait améliorer ce point avec un système d'alerte automatique En attendant, le PRech relance les porteurs de projets pour vérifier ces points avant les dates de fin de convention, afin de mettre en place des avenants si nécessaire.		
Contrat de Recherche	Gestion générale du projet	CR56	Non-existence d'un dispositif de communication entre les services de l'uB sur les contrats de recherche	X							1	1	1		Faible	Partielle	OSCAR est prévu pour répondre à ce besoin.		



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		
Contrat de Recherche	Gestion générale du projet	CR57	Pas de communication entre les services centraux et les composantes (pour un contrôle de régularité d'un contrat de recherche). Ex: alerte de fin de contrat	X							2	1	2	Le Prech communique avec les services centraux concernés. Très grande augmentation de la communication depuis que les ex-correspondante PARI ont été localisées à la Maison de l'Université.	Faible	Partielle		
Contrat de Recherche	Gestion Humaine	CR58	Mauvaise gestion des ressources humaines sur contrat de recherche	X							2	2	4	Il y a une démarche anticipée en amont pour la prévision de la masse salariale d'un projet et de son coût.	Moyen	Complète		De mauvaises évaluations peuvent faire avorter le projet. L'évaluation des ressources humaines n'est souvent pas prévue dans la convention.
Contrat de Recherche	Gestion Humaine	CR59	Retard dans le projet suite à l'affectation d'un même chercheur sur plusieurs projets						X		1	1	1	Il n'y a pas d'outil de contrôle, ni de maîtrise scientifique permettant d'évaluer l'avancer d'un projet.	Faible	Partielle		
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR60	Mauvais bilan financier du contrat (non-respect du budget)			X					3	2	6		Elevé	Partielle		
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR61	Mauvais enregistrement des opérations budgétaires et comptables du projet	X							3	1	3	Contrôle systématique du pôle Finances et de l'agence comptable	Moyen	Complète		
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR62	Mauvais archivage du bilan (classer un dossier non-complet, ne pas archiver le bilan)	X							2	1	2	Il y aurait besoin d'un dossier complet (justification financière et justification scientifique) dans le laboratoire	Faible	Partielle		Archivage au pôle Finances, dans les laboratoires et au pôle Recherche.
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR63	Mauvaise indexation du projet dans les archives	X							1	1	1		Faible	Complète		Archivage et conservation des conventions (en papier et/ou numérique).
Contrat de Recherche	Bilan du projet	CR64	Sous-Financement des projets suite aux demandes et validation des paiements par les financeurs, en particulier FEDER.	X							3	3	9		Elevé	Partielle		Afin de centraliser les demandes de pièces complémentaires des demandes de paiements FEDER, le Prech se coordonne avec les services centraux et les laboratoires pour tout complément de : - demande de paiement - visite sur place - AUDIT FEDER De plus, plusieurs documents génériques ont été validés afin de répondre aux questions récurrentes des auditeurs prestataires de la Commission Européenne.



Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Soutenabilité	Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 01	Risque d'erreurs important dans la construction des orientations budgétaires			x						3	1	3	Un travail préparatoire sur les recettes attendues et les dépenses prévues est effectué lors des orientations budgétaires de l'année N+1. On s'appuie sur l'année en cours au regard de ce que l'on connaît déjà, ce que l'on attend sur l'année N et N+1	Moyen	Complète		Travail effectué en lien avec le Pôle Pilotage sur l'analyse de la masse salariale et la charge d'enseignement. Tableau récapitulatif contenant des hypothèses haute et basse pour permettre d'avoir un aperçu sur l'atterrissage budgétaire au titre des recettes puis le récapitulatif des dépenses agglomérant toutes les dotations des composantes, la masse salariale et la charge d'enseignement.	14/04/2020
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 02	Non approbation du budget			X						3	1	3	Plusieurs dispositifs de contrôle mis en place. C'est maîtrisé mais l'affichage du résultat comptable prévisionnel peut donner matière à revoir le budget.	Moyen	Complète		Malgré les contrôles, l'arbitrage est politique. L'approbation du budget se fait au CA.	08/01/2021
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 03	Irrégularité des états budgétaires et financiers			X						3	1	3	C'est totalement maîtrisé.	Moyen	Complète		Édition des états budgétaires pour le rectorat. Vérification entre les données intégrées dans SIFAC et les états budgétaires.	08/01/2021
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 04	Mauvaises prévisions des dépenses et des recettes de la part des UFR / Ecoles / Instituts et services communs et généraux			X						3	3	9	Depuis 2020, un changement de procédure a entraîné des modifications dans les préparations budgétaires et dans le calendrier. L'exercice budgétaire comporte un seul budget rectificatif élargi de fin d'année. Des enveloppes sont ouvertes dès le budget initial dans les centres financiers "réservoir" afin d'assurer les ouvertures de crédits qui ne revêtent pas un caractère certain. Des enveloppes prévisionnelles sont également ouvertes en central. Tous les crédits non utilisés sont ajustés au dernier budget rectificatif de l'année N.	Moyen	Complète		Outil de suivi budgétaire développé pour permettre une lecture simplifiée sur la situation de chaque composante Sensibilisation des gestionnaires lors des réunions d'information ou de formations tout au long de l'année Accompagnement personnalisé à la demande des composantes	08/01/2021
BUDGET	Elaboration budgétaire	BU 05	Difficultés de projections pluriannuelles sur les opérations immobilières			x						3	3	9	Un schéma directeur a été développé par le Pôle Patrimoine en lien avec l'agence comptable.	Elevé	Partielle		Réunions trimestrielles sont organisées entre le Pôle Patrimoine, la DAF et l'Agence comptable pour permettre de suivre l'avancement des travaux et de réajuster les ouvertures de crédits	15/12/2020
BUDGET	Non exactitude du budget	BU 06	Difficultés de projections des agrégats financiers et comptables prévisionnels			X						3	2	6	Multiplicité des budgets (47 unités budgétaires) et complexité des investissements. Difficulté dans les prévisions des ressources propres qui revêtent un caractère incertain. Le contexte national lié au cadre financier imposé par l'Etat, l'environnement mouvant ainsi que les incertitudes ont un effet financier sur les agrégats	Elevé	Partielle			15/12/2020
BUDGET	Non exactitude du budget	BU 07	Analyse et prévision de la masse salariale			X						3	2	6	Démarche mensuelle d'analyse, de suivi et de prévision de la masse salariale (réunion mensuelle avec tableaux de bord à l'appui). Analyse année n et prévision n+1. Un travail important sur le pilotage de la masse salariale a été mis en place ce qui permet un meilleur suivi aussi bien sur le suivi de la charge d'enseignement que de la masse salariale. Seuls les écarts constatés sont sur les ressources propres.	Elevé	Partielle		Un suivi régulier sur la consommation des emplois et sur la volumétrie de la masse salariale sont effectués. Présentation en réunion mensuelle par l'élaboration de tableau de bord sur la masse salariale établissement et sur les emplois	08/01/2021
BUDGET	Non exactitude du budget	BU 08	Sécurisation de la prévision des recettes			X						3	1	3	Relativement maîtrisé	Moyen	Complète		A l'appui des inscriptions de crédits, des pièces justificatives sont demandées. Des consignes ont été données dans le cas d'inscriptions de recettes incertaines, les crédits sont à ouvrir au centre financier réservoir.	08/01/2021



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise		
Commande publique	Gestion des missions	DEP 01 (FC27)	Ordre de mission saisi dans SIFAC a posteriori de la mission	X						2	1	2	Régularisation a posteriori. Communication faite de la procédure auprès des enseignants vacataires. Mise en place d'ordres de mission dématérialisés. Mais pas de blocage dans SIFAC pour empêcher la saisie a posteriori de l'ordre de mission.	Faible	Partielle	Le seul dispositif de maîtrise est de bloquer SIFAC et donc de ne pas rembourser les frais.	03/12/2020
Commande publique	Gestion des missions	DEP 02 (FC28)	Absence de politique voyage et cohabitation de 2 régimes de prise en charge des frais de mission	X						2	2	4	Mise en place d'un marché d'hôtellerie en 2015. Mais toujours 2 procédures : remboursement (60€ en province, 90€ à Paris pour la nuitée d'hôtel) ou bon de commande (pas de plafond). Les enseignants passent majoritairement par BC.	Moyen	Partielle	Une politique voyage est en cours.	03/12/2020
Commande publique	Gestion des missions	DEP 03 (FC29)	Des frais de missions sont remboursés en l'absence de pièces justificatives	X						1	1	1	Justification systématique. Impossible.	Faible	Complète		03/12/2020
Commande publique	Gestion des missions	DEP 04	Absence d'optimisation des dépenses liées aux missions							3	3	9		Elevé	Absence	Action de maîtrise : professionnalisation des acteurs. En cours.	03/12/2020
Commande publique	Gestion des missions	DEP 05 (FC30)	Non rattachement des frais de mission à l'exercice				X			1	2	2	Démarche de rattachement des charges. Contrôles des services centraux.	Faible	Complète	Un tableau est fourni par l'AC aux composantes pour rattacher les charges au bon exercice.	03/12/2020
Dépenses	Gestion des missions	DEP 06	Emission d'un ordre de mission irrégulier (non respect des délais dans l'émission des ordres de mission, transmission non enclenchée)	X						1	2	2	Saisie dans SIFAC d'ordres de mission a posteriori.	Faible	Absence	Lister et autoriser les cas de saisie d'ordres de mission a posteriori.	03/12/2020
Dépenses	Gestion des missions	DEP 07	Mauvais versement d'avance (absence de traitement de la demande d'avance dans les délais, pièces justificatives insuffisantes ou erronées, application erronée des règles de calcul)				X			1	1	1	Avances calculées par SIFAC. Par d'erreur possible puisque régularisation a posteriori.	Faible	Complète	Généraliser les avance pour les remboursement de frais de concours.	03/12/2020
Dépenses	Gestion des missions	DEP 08	Liquidation irrégulière (pièces justificatives insuffisantes ou erronées, état de frais incomplet ou erroné, ordre de mission signé par une personne non habilitée, paiement au mauvais créancier, non-justification du déplacement consécutif à une avance versée, transmission de la demande de paiement non enclenchée, documents et pièces sur les frais de déplacement non archivés ou incorrectement archivés)			X				2	1	2	Toutes les pièces sont vérifiées. Paiement au mauvais créancier possible avec des vacataires homonymes.	Faible	Complète		03/12/2020
Dépenses	Gestion des missions	DEP 09	Mandatement irrégulier (demande de paiement non traitée, pièces justificatives insuffisantes ou erronées, enregistrement comptable erroné, transmission de l'ordre de payer non enclenchée)				X			2	3	6	La régularisation se fait avant le mandatement. Le forfait kilométrique pas respecté (via Michelin). Parfois, il manque des signatures et des compléments d'information dans la zone texte. Problème de délai.	Elevé	Complète	C'est complètement maîtrisé à l'AC. Une personne dédiée sur cette mission. Tableau de suivi.	03/12/2020
Dépenses	Gestion des missions	DEP 10	Visa irrégulier (le donneur d'ordre n'est pas juridiquement compétent, absence de visa de l'autorité chargée du contrôle financier, absence ou mauvaise traçabilité du résultat des contrôles, absence de suivi des paiements par avance, enregistrements en comptabilité budgétaire erronés, discordances entre la comptabilité de l'agent comptable et les ordres de payer émis par l'ordonnateur, absence de suivi des paiements)			X				3	1	3	Des contrôles sont effectués à l'AC.	Moyen	Complète		03/12/2020
Dépenses	Gestion des missions	DEP 11	Absence de connaissance de localisation exhaustive et en temps réel de l'agent lors d'une mission dans une zone à risques				X			2	2	4		Moyen	Absence	Voir avec les RI.	03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 12 (FC22)	Des dépenses sont passées hors système et sans bon de commande	X						2	2	4	Régularisation a posteriori.	Moyen	Partielle	Contrôles au niveau de la cellule SIFAC.	03/12/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette
Commande publique	Commande / engagement	DEP 13 (FC23)	Les bons de commande ne sont pas signés par le titulaire de la délégation	X						3	1	3	Signature systématique de l'ordonnateur ou de son délégué.	Moyen	Complète		Remarque a posteriori AC : Cependant, il n'existe pas de dispositif de contrôle autre que l'auto-contrôle des composantes. A revoir	03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 14	Irrégularité de la procédure d'engagement (procédure non conforme à la réglementation)		X					3	2	6	Exemple : bon de commande sans examiner la possibilité de mettre en concurrence (nourriture, consommables de laboratoire)	Elevé	Partielle		Contrôles au niveau de la cellule SIFAC.	03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 15	Pièce justificative insuffisante ou irrégulière	X						3	3	9		Elevé	partielle			03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 16	L'établissement est engagé par une personne non habilitée (engagement irrégulier i.e. sans bon de commande)		X					3	2	6		Elevé	partielle			03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 17	Engagement en dépassement de crédits (la limite de crédits alloués n'est pas respectée)		X					3	1	3	SIFAC bloque, c'est impossible	Moyen	Complète			03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 18	Dépense non autorisée par la réglementation							2	2	4	Pas de procédure sur ce qui est autorisé. Difficultés sur les régies. Outils de dépense non adaptés (carte achat).	Moyen	Absence			03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 19	Les engagements ne sont pas retracés en comptabilité	X						2	1	2	C'est les liquidations directes (PPI du pôle Patrimoine)	Faible	Complète			03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 20	La comptabilisation des engagements ne respecte pas les règles de clarté et de lisibilité (engagements non correctement libellés, absence de détail)	X						3	2	6	En GBCP, l'impact est important car ça va bloquer la facture	Elevé	Absence		Seule possibilité : dématérialisation des commandes (lien entre notre SI et le site du fournisseur, par exemple). Voir si filtres sur "divers" dans les bdc. Demander à la cellule SIFAC.	03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 21	Erreur de comptabilisation des engagements (différence entre le montant engagé et le montant de la facture)		X					3	2	6	Les différences de montant entre ce qui a été signé par l'ordonnateur et ce qui est payé par l'AC	Elevé	Complète			03/12/2020
Commande publique	Commande / engagement	DEP 22	Documents comptables et pièces justificatives classés ou archivés de manière irrégulière			X				3	1	3	Tout est scanné et archivé.	Moyen	Complète			03/12/2020
Commande publique	Avance	DEP 23	Demande d'avance non traitée dans les délais (la demande d'avance n'est pas transmise au service chargé de la liquidation, elle n'est pas traitée dans les délais)	X						2	1	2		Faible	Complète			03/12/2020
Commande publique	Avance	DEP 24	Erreur de liquidation (le montant de l'avance ne correspond pas aux règles du code des marchés publics ou aux règles fixées par les textes relatifs aux marchés passés par certaines personnes publiques non soumises au code des marchés publics)	X						2	1	2		Faible	Complète			03/12/2020
Commande publique	Réception de commande	DEP 25	Réception de la commande non traitée immédiatement (le fait générateur n'est pas identifié ou est incorrect)	X						1	3	3		Moyen	Absence		Création d'un service logistique par bâtiment.	03/12/2020
Commande publique	Réception de commande	DEP 26	Vérification complète de la commande effectuée dans les délais de recours							2	2	4		Moyen	Absence			03/12/2020
Commande publique	Réception de commande	DEP 27	La commande reçue ne correspond pas à la fourniture ou à la prestation commandée (erreur sur la commande, absence de livraison / exécution consécutivement à une transmission de facture)		X					2	1	2		Faible	Complète			03/12/2020
Commande publique	Réception de commande	DEP 28	Pièces justificatives insuffisantes ou erronées (le bon de livraison (PV) n'est pas transmis ou est irrégulier)			X				2	2	4	C'est un retard de paiement	Moyen	Partielle			03/12/2020
Commande publique	Réception de commande	DEP 29	Erreur de montant à payer (mauvaise évaluation de la qualité et quantité des biens ou services, factures erronées, liquidation incorrecte)		X					2	2	4		Moyen	Complète			03/12/2020
Commande publique	Réception de commande	DEP 30	Transmission non enclenchée (les documents sur le service fait et les pièces justificatives ne sont pas transmis à l'ordonnateur)	X						2	2	4	Des rappels sont faits aux composantes par l'agence comptable. Mise en place de la démat. Alertes automatiques qui signalent les bdc sans SF.	Moyen	Partielle		Fusionner avec le risque 25.	03/12/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette
Commande publique	Réception de commande	DEP 31	Documents comptables et pièces justificatives mal classés ou mal archivés			X				3	1	3		Moyen	Complète			03/12/2020
Commande publique	Réception de commande	DEP 32	Service fait validé sans prestation	X						3	1	3		Moyen	Partielle			03/12/2020
Commande publique	Ordre de payer	DEP 33	Erreur de liquidation		X					3	1	3		Moyen	complète			03/12/2020
Commande publique	Ordre de payer	DEP 34	Enregistrements comptables erronés (enregistrements comptables sur une mauvaise imputation)					X		2	3	6		Elevé	complète			03/12/2020
Commande publique	Acomptes et versements définitifs	DEP 35	Factures à payer transmises non traitées dans les délais	X						2	2	4		Moyen	Complète			03/12/2020
Commande publique	Acomptes et versements définitifs	DEP 36	Périodicité inégale d'émission des mandats				X			3	1	3	Existence d'un service facturier central.	Moyen	complète			03/12/2020
Commande publique	Acomptes et versements définitifs	DEP 37	Erreur de liquidation (le contrôle du montant à payer n'est pas effectué ou est mal effectué lors de la réception. L'acompte ou le paiement définitif devant être versé est erroné)	X						3	1	3	C'est corrigé dans SIFAC.	Moyen	complète			03/12/2020
Commande publique	Acomptes et versements définitifs	DEP 38	Pièces justificatives insuffisantes et erronées	X						2	2	4		Moyen	complète			03/12/2020
Commande publique	Acomptes et versements définitifs	DEP 39	Absence du service fait lors du versement de l'acompte				X			2	2	4		Moyen	Partielle	Partielle dans les composantes.		03/12/2020
Commande publique	Acomptes et versements définitifs	DEP 40	Ordre de payer non transmis (erreurs dans l'exhaustivité des ordres à transmettre à l'agent comptable)		X					3	1	3	C'est fait car existence d'un service facturier.	Moyen	Complète			03/12/2020
Commande publique	Prise en charge	DEP 41	Périodicité inégale d'émission des mandats	X						3	1	3	C'est fait car existence d'un service facturier.	Moyen	Complète			03/12/2020
Commande publique	Prise en charge	DEP 42	Absence de suivi des marchés à règlements successifs							2	1	2	C'est les marchés relatifs aux travaux du pôle Patrimoine qui donnent lieu à des avances et à des tranches	Faible	Complète			03/12/2020
Commande publique	Prise en charge	DEP 43	Le donneur d'ordre n'est pas juridiquement compétent							3	1	3	Il y a un service facturier, ce n'est pas possible.	Moyen	Complète	Double vérification par l'AC et le pôle Achats-Marchés.		03/12/2020
Commande publique	Prise en charge	DEP 44	Absence de visa de l'autorité chargée du contrôle financier (commissaire aux comptes)					X		3	1	3	Il n'y a pas de contrôleur économique et financier.	Moyen	Complète	Cela devrait être fait par le rectorat. On ne maîtrise pas.		03/12/2020
Commande publique	Prise en charge	DEP 45	Paiement des intérêts moratoires lorsqu'ils sont dus							2	2	4	40 euros fixe + pourcentage sur le montant de la facture. Prescription quadriennale. Mise en place d'un tableau où l'on liste les factures non payées de plus de 30 jours.	Moyen	Partielle	On ne les paie pas.		03/12/2020
Commande publique	Marchés publics	DEP 46	Il n'existe pas de marché pour certains biens consommés en grande quantité	x						2	2	4	Exemple : produits d'entretien, produits chimiques de laboratoires, restaurants.	Moyen	Partielle			03/12/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette
Commande publique	Marchés publics	DEP 47	Les agents intervenant dans le processus des achats ne sont pas régulièrement formés (compétences métier, évolutions réglementaires, outils)	x						3	3	9		Elevé	Absence		En cours avec la GBCP.	03/12/2020
Commande publique	Marchés publics	DEP 48	Les marchés ne sont pas mis en place de manière concertée (absence de réunion de coordination entre les services)	x						2	2	4		Moyen	Partielle		Mise en place d'un correspondant achats dans les composantes.	03/12/2020
Commande publique	Marchés publics	DEP 49	Absence d'un réseau de spécialistes par type de produit (absence de centre de services partagés) / Absence d'acheteurs	x						2	3	6		Elevé	Absence		Réseau d'acheteurs (correspondants dans les composantes) / réseau de prescripteurs (spécialistes sur un type de produit, veille économique sur le secteur concerné notamment domaines techniques).	03/12/2020

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM01	Discordances entre effectifs réels et heures rémunérés	X	X	X				2	1	2	<p>Risque important sur les vacataires. Livret de sensibilisation en cours de formalisation à l'UFR STAPS ? document inconnu au SPE</p> <p>Risque important en cas de départ d'agents (Biatss, contractuels) et continuité de paye. Mais contrôle des fiches de paye non exhaustif.</p> <p>Pour les contractuels : obligation de mettre une date de fin pour les contrats. Risque sur les démissions ou fins de contrat : la pièce est transmise dès que possible aux services paye.</p> <p>Mutation, obligation de produire un CCP pour les titulaires : si absence CCP, pas de paye > Contrôle Service Contrôle Interne Paye.</p> <p>Départ en retraite ou homonyme. Souvent c'est l'agent lui-même qui prévient. Seul contrôle possible : contrôle sur bulletin de paye.</p> <p>Aux Services SPE et BIATSS: un tableau de suivi des mouvements de personnels qui permet de contrôler.</p>	Faible	Complète		Maginal au niveau des titulaires. Pour les départs en retraite : ils sont connus en avance. Risques pour les contractuels : délai de préavis de deux mois. Risques pour les vacataires : nouveau logiciel SAGHE.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM02	Les bases SIHAM et WINPAIE contiennent des agents et employés fictifs - Etablissement de mouvements frauduleux		X					2	1	2	<p>Ne peut relever d'une erreur. Impossible. Seulement possible dans un contexte de fraude. Mais plusieurs niveaux de contrôle. PJ fournies.</p> <p>+ Les composantes peuvent vérifier sur le Livre de Paye au niveau de l'UB77.</p> <p>+ PV installation (sauf vacataires).</p> <p>+ Contrôle Service Fait (pour vacataires).</p> <p>Mais au niveau central, seules les masses peuvent être vérifiées.</p>	Faible	Complète		SIHAM va inclure WINPAIE au Printemps 2021.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM03	Saisie de données de paye en dehors de la période autorisée (pendant la période de contrôle)		X					2	1	2	<p>Logiciel fermé.</p> <p>Pas fermé au Service Contrôle Interne de Paye afin de passer les corrections.</p> <p>Ouverture contrôlée et restreinte aux seuls contrôleurs de paye.</p> <p>Revue des droits d'accès par le Service Contrôle Interne de Paye lors de départ ou d'arrivée de gestionnaire.</p> <p>Seul risque : saisir des acomptes hors de la période des acomptes.</p>	Faible	Complète		A surveiller et à évaluer par un indicateur.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM04	Les données dans SIHAM et WINPAIE ne correspondent pas à la situation réelle de l'agent / employé		X	X				2	3	6	<p>Les données de WINPAIE correspondent à SIHAM. Mais SIHAM peut être faux.</p> <p>De plus il y a une double saisie (SIHAM et WINPAIE).</p> <p>Indépendamment des cas de gestion liés à des mesures rétroactives, possibilité d'une erreur de saisie > Contrôle Service Contrôle Interne de Paye avec les PJ reçues.</p> <p>En général, c'est l'agent qui se manifeste.</p> <p>Pré-liquidation de la paie dans SIHAM va être mise en place au Printemps 2021.</p>	Elevé	Complète		Des fiches sont envoyées à l'ensemble des agents pour mise à jour des données dans SIHAM. Tout ce qui déclenche de la rétroactivité entraîne forcément un écart. Cas de gestion rétroactive : - Il peut y avoir un décalage entre Congé Maladie Ordinaire et la décision du Comité Médical pour octroi d'un CLD. - Arrêté de reclassement reçu tardivement. Règle de gestion à instaurer : ne pas saisir sans la pièce. Cas du SFT : pas de modification de la situation de l'agent car pas connaissance. Temps partiel : oubli de modification de la quotité ou impact indemnité si changement. Risque : agent contractuel remplace agent titulaire qui est en arrêt maladie, si arrêt maladie est prolongé, composante demande au contractuel de revenir, agent travaille sans contrat, car pas transmission information au service BIATSS par composante. Il conviendrait de faire un état au 31/12 des agents qui sont en attente de reclassement. Il conviendrait de mettre en place des états de rapprochement entre les deux applications.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM05	Les données du dossier agent (données de gestion administratives, données de préliquidation) ne sont pas justifiées (Absence de pièces justificatives)		X					2	2	4	<p>Pas de liquidation de paye sans PJ transmises au Service Contrôle Interne Paye.</p> <p>Par contre, difficulté à limiter la pratique de la gestion anticipée par rapport au calendrier de paye à respecter.</p>	Moyen	Complète		En termes de gestion, anticipation. Mais si au moment de la paye absence de pièce, liquidation impossible.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM06	Les documents comptables et pièces justificatives sont classés ou archivés de manière impropre		X					1	2	2	<p>Dossiers classés par ordre alphabétique.</p> <p>Dossiers répartis entre gestionnaires.</p> <p>Couleurs dossiers selon contrat.</p> <p>Pochettes couleur.</p> <p>Classeur tenu lors d'envoi des pièces avec bordereau.</p> <p>Transmission des pièces à l'Agence comptable (pièces qui ont un impact dans la paye).</p> <p>Problème SPE lors des rotations de postes. Renforcement mis en œuvre avec l'encadrement des contractuels par des titulaires.</p>	Faible	Complète		Risque lors de changements de gestionnaires ou absences. Action : sécuriser les turn over, la transmission de dossiers. Encadrer les contractuels par titulaires au SPE. Encadrer par un agent qui a de l'expérience. C'est un problème d'organisation d'équipe.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM07	Non concordance entre les bases SIHAM et WINPAIE		X					1	2	2	<p>Contrôle des pièces SIHAM par le Service Contrôle Interne de Paye. Si mauvaise saisie dans WINPAIE, le Service Contrôle Interne de Paye doit le voir.</p> <p>Toutefois, certains contrats sont réalisés, mais non saisis dans SIHAM.</p> <p>Pas de rapprochement des bases.</p> <p>Si écart en raison d'absence de saisie dans SIHAM, ça ne peut pas durer longtemps.</p> <p>Retard dans la saisie des contrats, avancement de carrière.</p>	Faible	Partielle		Double saisie. Cas des étrangers : numéro INSEE provisoire mais suivi de la part des gestionnaires.	03/12/2020



Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM08	Paieement injustifié d'agents (paiement d'heures non effectuées, heures supplémentaires, remboursement des frais de transport, vacation, primes, etc.), contrôle du service fait (calcul des charges de service, etc.).		X						3	3	9	Vérification du service fait dans les composantes, au niveau des services des personnels, et au niveau du Service Contrôle Interne de Paye. Contrôle sur pièces du Service Contrôle Interne de Paye. Chaque début d'année universitaire, le Pôle pilotage met à jours le quota horaire par plan de formation. Le nombre d'heures attribuées est bloquant et il ne peut pas y avoir de saisie d'heures au-delà du seuil fixé. On peut toutefois noter une fragilité pour les enseignements "mutualisés", type dispositif AGIL". Les heures d'enseignement pourraient être saisies à la fois à partir du plan de formation AGIL et de la Licence 1 de l'UFR Sciences et Techniques pour les disciplines mathématiques (heures disciplinaires et heures transversales). Remboursement transport : impossible car faut les pièces.	Elevé	Partielle	Des trop-perçus. Double paiement d'heures. Vérification service fait dans les composantes. On peut payer plus d'heures que ce qui est déclaré dans SAGHE : si le vacataire fait moins d'heures que ce qui a été saisi en service prévisionnel, oubli de correction d'heures dans SAGHE : le SPE sensibilise régulièrement les Directeurs de composantes, Instituts ou écoles sur le fait qu'ils engagent leur responsabilité lorsqu'ils certifient les heures. Il faudrait peut-être prévoir un contrôle particulier pour ces plans de formation, sachant que le nombre d'heures est minime. Ce risque va diminuer avec la préliquidation de la paie.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM09	Réalisation d'un recrutement en l'absence de crédits disponibles		X		X				3	3	9	Il y a plusieurs niveaux de validation : Service, pôle Finances, RH puis enfin de le DGS. La vérification des crédits se fait en dernier (DAR dans les composantes). Problème de délégation de signature dans les composantes. Vérification des disponibilités des crédits par les Composantes et le Pôle Finances. Engage la responsabilité du Responsable Administratif et du Doyen. Mais possibilité que l'agent ait fait son service avant que la DAR validée. Possibilité de forcer la DAR. La DAR n'empêche pas le recrutement. Procédure DAR quelque fois mal appliquée (dans les laboratoires). Quelques défaillances dans le système de contrôle des DAR. Car 2 systèmes différents : DAR papier et DAR électronique. Il peut arriver que la Composante recrute sur ressources propres, sans crédit disponible.	Elevé	Complète	2 personnes du Pôle Finances peuvent avoir accès au logiciel des DAR > des ouvertures de droits insuffisantes. En fin d'année, pour certaines composantes, difficultés pour verser des rémunérations. Possible si virements soudains de crédits, qui entraînent indisponibilité de crédits et décalage de paie. La procédure DAR est rappelée chaque début d'année aux composantes par la responsable du pôle RH-Biats.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM10	Embauche illégale de salariés (personnes ayant atteint l'âge limite ou personnes sans carte de séjour)								3	1	3	Il y a une mention dans le contrat "sous réserve de régularisation de la situation". De plus, ces contrats font l'objet d'une attention particulière de la part des gestionnaires RH.	Moyen	Complète	Pour qu'un salarié étranger puisse avoir une carte de séjour, il lui faut un contrat de travail. Mais un contrat de travail n'implique pas toujours une carte de séjour ...	
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM11	Prise de service d'un agent en l'absence de DAR validée		X						3	3	9	Existence de la procédure de DAR mais peut être mal appliquée / mal connue au niveau de certains laboratoires. Normalement, la DAR est réalisée 3 semaines avant le recrutement. Problème si retard dans la convention CRB > DAR réalisée tardivement.	Elevé	Partielle	Mettre une durée de validation (engagement du pôle finances). Manque de sensibilisation des laboratoires bien que la responsable du pôle RH-Biats renvoie chaque 1er septembre la procédure.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM12	Prise en charge hors délai pour paiement d'un agent (nouveaux arrivants)	X	X						2	1	2	Réalisation d'avances pour les nouveaux arrivants.	Faible	Complète	L'agent comptable engage entièrement sa responsabilité et il n'est pas obligé de le faire.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM13	Eléments de rémunération erronés				X				3	3	9	Le Service Contrôle Interne de Paye contrôle a priori et a posteriori : entre les 2 contrôles, les gestions croisent leurs portefeuilles. Contrôle de cohérence par la DGFIP. Journaux de paye provisoires transmis aux Composantes. Pas de contrôle croisé au niveau des gestionnaires RH car répartition spécialisée des dossiers.	Elevé	Complète		03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM14	Non respect des règles de cumuls de rémunérations (activité principale, activités accessoires)		X						1	2	2	Le paiement n'est pas possible avant autorisation de cumul signée. Tout dépend des modalités de la gestion des personnels : autorisation donnée par Rectorat ou Président uB. Règles de cumul très compliquées pour les activités accessoires, mais correctement appréhendées et connues. Les vacataires ont une composante de rattachement. Si l'autorisation du cumul est insuffisante SAGHE le détecte. Nous avons un listing, issu de SAGHE, qui permet de suivre ces dossiers en "anomalie". Par ailleurs, le défaut d'autorisation de cumul ou une AC insuffisante bloque le paiement des heures. Ou vacataires à la fois administratifs et d'enseignement. Problème résolu avec le logiciel SAGHE.	Faible	Partielle	Complexité du dispositif Raffarin : saisie et calcul manuel.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM15	Les conséquences financières des grèves sont mal liquidées	X	X	X					1	2	2	C'est du déclaratif. Pour les enseignants, possible de contrôler : contrôle du service fait du cours. Les Composantes envoient un état de grève au SPE et BIATSS. Pour les BIATSS : bien suivi avec un état de présence du personnel le jour de la grève transmis au Service Central. Message des Services Centraux pour rappeler la procédure. Difficulté sur les enseignants-chercheurs.	Faible	Partielle	Suivi difficile pour les enseignants & enseignants-chercheurs.	03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM16	Les retours a posteriori de l'Agence comptable (2ème contrôle après celui du contrôle interne de la paie) ne sont pas traités ou traités avec délais		X						1	1	1	Si erreur, possibilité de blocage de paie. Relances.	Faible	Complète		03/12/2020
Rémunération	Gestion administrative de la paye	REM17	Rétroactivité / Non récupération de toutes les données : décisions congés maladie (y compris CLM), heures d'absence et déclarations de grève	X		X					2	1	2	Rétroactivité de gestion sur les décisions CLM. Etat non nominatif des grévistes le jour même pour remontée Ministère. Etat nominatif 15 jours après pour ajustement de la paie. Demande des arrêts de travail.	Faible	Complète		03/12/2020
Rémunération	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM18	Les heures complémentaires saisies dans SAGHE sont erronées ou fictives		X	X	X				3	2	6	SAGHE permet de vérifier le service fait. Les enseignants ont a un accès à SAGHE.	Elevé	Complète	Les secrétariats pédagogiques vérifient l'effectivité du service fait : la procédure de vérification du service fait est propre à chaque composante, les heures peuvent parfois être validées par le responsable pédagogique dont la responsabilité est engagée. Le SPE sensibilise régulièrement les Directeurs de composantes, Instituts ou écoles sur le fait qu'ils engagent leur responsabilité lorsqu'ils certifient les heures.	03/12/2020



Cartographie des risques comptables et financiers



Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette
Rémunération	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM19	Reconduction automatique d'une majoration de prime dans WINPAIE		X	X					2	1	2	Toutes les majorations présentent une ligne spécifique avec date de début et date de fin. Toutes les primes majorées font l'objet d'un seul versement en fin d'année. Tableau de suivi mensuel par le Pôle Pilotage sur les primes versées. Contrôle du Service BIATSS.	Faible	Complète	Les primes des enseignants ne sont pas majorées : PRES, PCA, PES, PRP.	03/12/2020
REMUNERATION	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM20	Défaillance d'intégration des fichiers de paye (SAGHE ou autres) dans WINPAIE	X	X	X					2	1	2	Intégration par SPE. Depuis janvier 2020, 1er mois de paie SAGHE, aucun fichier d'intégration n'a été rejeté. Contrôle de la bonne intégration dans WINPAIE par Service Contrôle Interne de Paye sur la base des PJ transmises.	Faible	Complète	Intégration de SAGHE dans WINPAIE à partir d'un lot de paiement constitué dans SAGHE. Plusieurs indicateurs, préalables à cette intégration, permettent de limiter les risques de rejet dans WINPAIE. Un contrôle reste à faire au niveau du SPE pour ce qui est des heures payées à des vacataires BIATSS dont le contrat pourrait être terminé et de ce fait, la prise en charge financière fermée.	03/12/2020
REMUNERATION	Pré-liquidation et calcul de la paye	REM21	Les données de paye n'ont pas été correctement prises en compte par le Trésorerie Générale pour la production des bulletins de paye	X	X	X					1	2	2	Contrôle a posteriori du retour DRFIP par Service Contrôle Interne de Paye : tous les éléments de paye qui sont mentionnés dans la fiche de liaison. Mais pas de contrôle exhaustif des bulletins de salaires.	Faible	Complète	Niveau DRFIP. Contrôle par retour des fiches de liaison. Il existe une traçabilité des contrôles à l'agence comptable (classeur excel et CR pour chaque contrôle).	03/12/2020
REMUNERATION	NBI	REM22	Non interruption alors que le bénéficiaire n'exerce plus les fonctions éligibles		X						2	1	2	Contrôles sur dossier agent. Pas de risque sur le personnel entrant car pas de NBI payée sans pièce. Mais risque si mouvement de personnels internes : pas de contrôle de l'état NBI de la DRFIP.	Faible	Partielle	La NBI concerne une centaine de personnes à l'uB. Risque lors des changements de postes et oubli (parfois volontaire / politique) de changement / suppression de NBI.	03/12/2020
REMUNERATION	NBI	REM23	Erreur de calcul (nombre de points erroné)			X					2	1	2	Contrôles sur dossier agent. Pas de risque sur le personnel entrant car pas de NBI payée sans pièce. Mais risque si mouvement de personnels internes : pas de contrôle de l'état NBI de la DRFIP.	Faible	Complète		03/12/2020
REMUNERATION	NBI	REM24	Absence ou erreur de saisie	X							2	1	2	Contrôles sur dossier agent. Pas de risque sur le personnel entrant car pas de NBI payée sans pièce. Mais risque si mouvement de personnels internes : pas de contrôle de l'état NBI de la DRFIP.	Faible	Partielle	L'agent reçoit un courrier avec copie de l'arrêté.	03/12/2020
REMUNERATION	Primes	REM25	Non respect des critères d'attribution								3	2	6	Les primes sont comprises dans une fourchette indiquée par le ministère. Le CA vote le montant des primes. Cependant, des autres montants sont parfois versés à certains agents sans raison explicite mais toujours dans la fourchette définie par le ministère.	Elevé	Partielle	Les primes sont vérifiées par le service contrôle interne de l'Agence Comptable.	
REMUNERATION	Primes	REM26	Non respect des règles d'incompatibilité		X						3	2	6	Le Service Contrôle Interne de Paye contrôle si la pièce justifie la prime. Contrôle au niveau de l'Agence comptable.	Elevé	Partielle	Prime de fin d'année pour les agents contractuels non basée sur un texte réglementaire (au niveau du ministère). Le montant est voté au CA. En cours, avenant au contrat de travail.	03/12/2020
REMUNERATION	Primes	REM27	Erreur dans le calcul de la masse à répartir			X					3	1	3	Estimation par le Pôle Pilotage, transmis au Pôle Finances pour contrôle.	Moyen	Complète	Complexité sur la prime de fin d'année : sur l'enveloppe et le calcul. Au pôle pilotage, maîtrise complète.	03/12/2020
REMUNERATION	Primes	REM28	Erreur dans le calcul des abattements (assiduité)			X					3	2	6	Les gestionnaires suivent les temps partiels et les absences. Cependant il peut y avoir des erreurs lorsque les agents passent à demi-traitement. Suivi des grèves. Contrôle par Service Contrôle Interne de Paye.	Elevé	Partielle	Complexité du calcul de la prime de fin d'année pour les cas complexes (demi-traitement, etc.). Les gestionnaires se réunissent pour faire les calculs et des contrôles mutuels sont effectués.	03/12/2020
REMUNERATION	Primes	REM29	Absence ou erreur de saisie	X		X					3	1	3	Passage à l'IFSE pour l'ensemble des corps.	Moyen	Complète	Avec le passage à l'IFSE, il n'y a plus d'erreur de saisie.	03/12/2020
REMUNERATION	Avantages en nature	REM30	Non respect des dispositions réglementaires		X						2	1	2	Pour les concessions de logement, le PAJ et le pôle Patrimoine transmettent les états aux services Biatss. Le contrôle par le service Biatss reste délicat.	Faible	Complète	Les textes ne sont pas appliqués à tous les niveaux (avantages en nature).	03/12/2020
REMUNERATION	Avantages en nature	REM31	Absence de déclaration, déclaration partielle ou erronée	X	X	X					2	1	2	La gestion des concessions de logement, avec tous ses sujets collatéraux dont les avantages en nature, manque de procédures. Absence d'inventaire complet. Tentative d'obtenir les renseignements nécessaires à l'évaluation des logements.	Faible	Partielle	Peut remettre en cause l'éligibilité à des indemnités. La Cour des Comptes a émis une sévère observation sur l'absence de facturation des charges. Le travail des gestionnaire RH reste très complexe sur ce sujet.	03/12/2020
REMUNERATION	Avantages en nature	REM32	Absence ou erreur de saisie	X							2	1	2	Cf. ci-dessus.	Faible	Partielle		03/12/2020
REMUNERATION	Liquidation	REM33	Paramétrage informatique erroné des éléments de liquidation permanents		X	X					1	1	1	Niveau DRFIP. Contrôle par retour des fiches de liaison. Pas de contrôle exhaustif des bulletins de salaires.	Faible	Partielle	Niveau DRFIP. Contrôle par retour des fiches de liaison.	03/12/2020
REMUNERATION	Liquidation	REM34	Absence ou retard d'actualisation du paramétrage informatique des éléments de liquidation	X	X						1	1	1	Niveau DRFIP. Contrôle par retour des fiches de liaison. Pas de contrôle exhaustif des bulletins de salaires.	Faible	Partielle	Niveau DRFIP. Contrôle par retour des fiches de liaison.	03/12/2020
REMUNERATION	Ordre de payer	REM35	Erreur lors du versement des acomptes			X					2	1	2	Contrôle par le Service Contrôle Interne Paye.	Faible	Complète	Possibilité : montant non conforme.	03/12/2020
REMUNERATION	Ordre de payer	REM36	Erreur de liquidation sur le montant à payer			X					2	1	2	Si erreur de saisie : Contrôle par le Service Contrôle Interne Paye. Si erreur de la TG : pas de contrôle exhaustif des bulletins de salaire.	Faible	Complète		03/12/2020
REMUNERATION	Ordre de payer	REM37	Pièces justificatives absentes, insuffisantes ou erronées à l'appui de l'ordre à payer		X						2	1	2	Principe : 1 mouvement = 1 pièce. Contrôle par le Service Contrôle Interne Paye.	Faible	Complète		03/12/2020
REMUNERATION	Ordre de payer	REM38	Enregistrement comptable erronés des rémunérations					X			2	3	6	Les gestionnaires des composantes ont été formés aux imputations en 2019 par le pôle DQP. Le schéma de déversement de la paie est bien maîtrisé. Le journal des imputations est envoyé en amont aux composantes et ensuite tout le circuit de déversement passe par SIHAM qui produit un fichier de contrôle des imputations envoyé automatiquement aux services avec les erreurs pour correction. La remontée se fait au niveau de la cellule SIHAM.	Elevé	Complète	SIHAM a permis d'automatiser ce dispositif.	03/12/2020
REMUNERATION	Ordre de payer	REM39	Ordre de payer transmis avec retard		X						3	1	3	Respect du calendrier de paye de la TG. Risque : des mouvements pas pris en compte. Si calendrier est court, demande délai supplémentaire possible. Pour la paye de septembre, demande de délai.	Moyen	Complète		03/12/2020
REMUNERATION	Comptabilisation de la paye	REM40	Erreurs dans le fichier KX transmis par la Trésorerie Générale	X	X	X					3	1	3	Contrôle du KX au moment de l'intégration dans WINPAIE, avec le montant de la paye prélevée. Identification de l'erreur, si le risque d'écart se matérialise.	Moyen	Complète	Différence entre fichier KX et montant réel de la paye de l'Agence comptable. Alors, correction à passer dans SIFAC.	03/12/2020

Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette		
REMUNERATION	Comptabilisation de la paye	REM41	Altération du fichier généré par SIHAM pour le déversement dans SIFAC / défaillance de l'intégration	X	X	X		X		3	1	3	Tests, préproduction, remontées d'erreurs bloquantes effectués par la cellule SIHAM. Assistance éventuelle de la DSI.	Moyen	Complète			03/12/2020
REMUNERATION	Suivi des CP	REM42	Absence de suivi	X	X	X				3	1	3	Décompte et suivi réalisés au niveau de la Composante/laboratoire. Dans certains laboratoires, des congés pris sont non déclarés. Pb de contrôle des décomptes. Tableau transmis à l'Agence comptable pour provision des congés non pris. Les Composantes engagent leurs responsabilités sur le décompte des congés.	Moyen	Partielle		La DNUM est en cours de réflexion pour adapter l'outil du Rectorat. L'UFR Santé utilise un fichier XLS de suivi de congés nommé GASCON.	03/12/2020
REMUNERATION	Suivi des CP	REM43	Erreur dans le suivi	X		X				3	3	9	Cf. dispositif de maîtrise ci-dessus. Du déclaratif dans les Composantes et pas d'outil de suivi partagé. Etude d'un logiciel mais pas concluant au niveau des tests : l'agent saisit ses congés, avertit le responsable, puis au niveau des Services de Personnels réalisation du contrôle.	Elevé	Partielle		Problème de suivi. Annulation de congé, pas d'information. Tableau déclaratif peut être différent de la réalité. Pas d'avertissement. Feuilles de congés qui ne remontent pas. Détermination du nombre de jours de droits à congés. Report des congés.	03/12/2020
REMUNERATION	Suivi des heures supplémentaires (BIATSS)	REM44	Récupérations d'heures non maîtrisées (non décompte des CP et report sur le CET)	X	X	X				3	1	3	Il faudrait une pointeuse. Les heures supplémentaires sont instruites pas les Chefs de service. Mais doute sur application de la procédure. Interprétation de la circulaire complexe.	Moyen	Partielle		Hétérogénéité dans la gestion des heures supplémentaires. Il faudrait une pointeuse et un cadre commun / texte pour tous.	03/12/2020
REMUNERATION	Oppositions	REM45	Non réception ou non traitement des oppositions ou mainlevées	X	X					1	2	2	Les oppositions ou mainlevées peuvent ne pas arriver directement à l'Agence comptable. Mais ça lui arrive <i>in fine</i> .	Faible	Complète			03/12/2020
REMUNERATION	Oppositions	REM46	Absence de contrôle pour les oppositions reçues	X	X					1	1	1	Contrôle Agence comptable.	Faible	Complète			03/12/2020
REMUNERATION	Oppositions	REM47	Absence de tenue d'un fichier des oppositions	X	X	X				1	1	1	Existence fichier de suivi XLS tenu par Agence comptable, pour vérification de prélèvement de tout le montant.	Faible	Complète			03/12/2020
REMUNERATION	Oppositions	REM48	Opposition de l'Agent comptable / non prise en compte au moment du paiement	X						2	1	2	Vérification sur la base du fichier de suivi.	Faible	Complète			03/12/2020
REMUNERATION	Provision CET	REM49	Erreur dans le suivi CET et l'évaluation de la provision	X	X					2	1	2	Saisie manuelle des CET mais contrôle par Agence comptable en fin d'année. Contrôle de l'Agence comptable au niveau des rattachements de fin d'exercice. Transmission BIATSS > Agence comptable. Vérification au service BIATSS des demandes de CET des Composantes.	Faible	Partielle		Tableau EXCEL de suivi des demandes de CET : centralisation au niveau du pôle RH-Biatss. Transmission de la demande au Service BIATSS. Suivi au sein de l'UFR. Contrôle au niveau du Service BIATSS. Suivi des CET au niveau de l'Agence comptable. Un logiciel de suivi serait mieux qu'un suivi XLS.	03/12/2020
REMUNERATION	Provision CET	REM50	Absence de provision	X		X				3	1	3	Provision passée.	Moyen	Complète		Calcul de provision déterminé avec le CAC.	03/12/2020
REMUNERATION	Provision CET	REM51	Enregistrement comptable erroné					X		3	1	3	Contrôle par Agence comptable et CAC.	Moyen	Complète			03/12/2020
REMUNERATION	Provision CET	REM52	Oubli ou absence de reprise de provision devenue sans objet	X				X		3	1	3	Contrôle par Agence comptable et CAC. Contrôle par Pôle Finances.	Moyen	Complète			03/12/2020
REMUNERATION	Inventaire	REM53	Erreur ou absence de rattachement de fin d'exercice (heures complémentaires, aides sociales, primes payées au trimestre, vacances payées au service fait, paies de l'année n payées en (n+1)).					X		3	3	9	Mise en place des CAP, et remontée des données par les Composantes. Tableaux de suivi de l'Agence comptable pour les Composantes.	Elevé	Complète		Rattachement de fin d'exercice : CAP pour les salaires. Risque : pas de remontée des Composantes. Mais depuis 2012 c'est adressé.	03/12/2020
REMUNERATION	Inventaire	REM54	Mauvaise évaluation des charges à rattacher (caractère difficilement appréhendable des charges à rattacher)			X	X			3	3	9	Méthode vue avec les CAC.	Elevé	Complète			03/12/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Trésorerie à court terme	Gestion générale	TRE01	Absence de veille réglementaire sur les règles de financement des établissements publics.			X					3	1	3	Réunions au ministère. Flash mensuel "établissements publics nationaux". Informations du menesr, du minefi et de l'aef.	Moyen	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE02	Non-respect des dispositions réglementaires relatives aux motifs d'acquisition de titres	X							2	1	2	Interdiction d'acheter des titres. Titres obtenus uniquement par don (INSPE) ou participation (SATT GE, par exemple).	Faible	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE03	Absence de délégation d'ordre de paiement ou absence d'émission du titre de recette ou du mandat de paiement si la vente génère une plus-value ou une moins-value	X							2	1	2		Faible	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE04	Non-imputation des éventuels frais bancaires et commissions						X		2	1	2	Il sont automatiquement débités. La régularisation se fait au niveau de l'Agence Comptable.	Faible	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE05	Absence ou erreur de comptabilisation			X					2	1	2		Faible	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Acquisition et cession de valeur mobilière de placement	TRE06	Pièces justificatives absentes ou insuffisantes				X				2	1	2		Faible	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Suivi de compte de trésorerie	TRE07	Mauvais suivi des valeurs à l'encaissement (absence de bordereau, non-comptabilisation d'un chèque, date d'encaissement échu, absence de suivi des valeurs impayées)			X					3	2	6	Procédures connues mais pas forcément formalisées. Vision quotidienne de l'Agent Comptable.	Elevé	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Suivi de compte de trésorerie	TRE08	Mauvais rapprochement bancaire (Erreur dans la date d'encaissement et de décaissement, erreur dans les opérations dématérialisées, absence de rapprochement avec le relevé du trésor public)			X					3	2	6	Contrôles effectués au quotidien à l'Agence Comptable.	Elevé	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Suivi de compte de trésorerie	TRE09	Mauvaise tenue du compte (Absence d'information de la situation du compte)				X				3	2	6	Contrôles effectués au quotidien à l'Agence Comptable.	Elevé	Complète			27/08/2020
Trésorerie à court terme	Ligne de crédit de trésorerie	TRE10	Absence de politique de gestion de trésorerie	X							2	1	2	Suivi au niveau du TBS mensuel	Faible	Complète	Il existe un seuil en ce qui concerne la trésorerie (un mois de paie et 15 jours de fonctionnement).		27/08/2020
Trésorerie à court terme	Ligne de crédit de trésorerie	TRE11	Mauvaise définition d'un besoin amenant à un montant de trésorerie inappropriée			X					2	1	2	Suivi au niveau du TBS mensuel	Faible	Complète			27/08/2020
Gestion de l'emprunt	Contractualisation de l'emprunt	TRE12	Manque de vérification du contrat (erreur dans le tableau d'amortissement, non-respect du cahier des charges)	X							3	1	3	Les emprunts sont interdits sauf les PPP (Partenariats Public-Privé)	Moyen	Complète	PPP : mécanisme d'engagement sur 25 ans (pour la livraison des 4 bâtiments). C'est un remboursement en capital et non un emprunt.		27/08/2020
Gestion de l'emprunt	Comptabilisation de l'emprunt	TRE13	Non-respect de l'échéance et insuffisance de liquidités et mauvaise comptabilisation des échéances (compte d'imputation provisoire non soldé, retard dans le paiement donc intérêts de pénalité)	X	X						3	1	3	Échéance tous les trimestres en liaison avec le pôle Finances.	Moyen	Complète	Une partie des PPP est remboursée avec les dotations de l'Etat. En cas de retard, on peut avoir des pénalités ou un défaut de paiement.		27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE14	Perte de chèques (lors de l'envoi à la DGFIP de Créteil)								3	1	3	Il y a un double du bordereau en régie. Il y a une vérification du relevé de compte. Cependant, pas de procédure écrite sur la manière de travailler des régisseurs.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE15	Perte d'espèces lors de manipulations diverses, vol, erreurs lors de manipulations d'espèces								3	1	3	Caisse vérifiée à chaque fin de journée.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE16	Absence de conservation des espèces/chèques dans un coffre ou une salle sécurisée dans les composantes								3	1	3		Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE17	Les pièces comptables ne sont pas enregistrées régulièrement	X							1	2	2	Ce n'est pas traité de manière quotidienne ; cela va dépendre de l'activité.	Faible	Partielle			27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE18	Différence entre le montant de l'encaisse et le montant retracé en comptabilité (pas de contrôle quotidien de la caisse, non-ajustement entre le journal de caisse et la comptabilité)	X							1	2	2	Pas de contrôle des régisseurs.	Faible	Partielle			27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE19	Absence de régularisation des différences de caisse (absence de régularisation de caisse dans les délais appropriés)	X							1	1	1	Suivi de la régie sous Excel. Alerte en cas de déséquilibre. Tableau effectué par l'AC avec cellules verrouillées.	Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE20	Absence d'arrêté quotidien fiable de la caisse				X				1	1	1	Pas nécessaire pour les petites régies.	Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Contrôle de la caisse	TRE21	Absence de surveillance de l'encaisse (encaisse supérieure aux besoins immédiats)			X					1	1	1	Régies bloquées à 200 euros. Surveillance de l'AC.	Faible	Complète			27/08/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Régie	Contrôle de la caisse	TRE22	Absence de contrôle des registres et journaux retraçant les opérations numéraires	X							1	1	1	Contrôle de la balance au niveau des services (absence de procédure). Contrôle en fin de mois par l'AC.	Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE23	Absence de procédure de gestion pour les régies								3	1	3	Procédures écrites : guide du parfait régisseur. Formations des personnels chaque année.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE24	Perte due à une avance d'un service (tiers payant pour le centre de prévention) - problème budgétaire								3	3	9	Perte d'environ 15 000 euros lorsque les étudiants n'ont pas de mutuelles ou lorsqu'ils n'ont pas de sécurité sociale (cas des étudiants étrangers). Décision politique.	Elevé	Complète			27/08/2020
Régie	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE25	Utilisation erronée du compte "caisse" (le compte caisse ne doit être que débiteur ou nul)						X		2	2	4	ça se voit dans la balance et les services corrigent et cherchent l'erreur.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Archivages des pièces comptables de caisse	TRE26	Le journal de caisse n'est pas conservé ou inaccessible	X							3	1	3	ça doit être conservé 10 ans.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement	TRE27	Non-respect du plafond d'encaissement en numéraire	X							1	3	3	ça ne bloque pas mais vérification à l'AC.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement	TRE28	Enregistrement erroné de l'encaissement (non-enregistrement de la caisse sur la dette du débiteur, erreur de recouvrement)				X				1	1	1	Chèques sans provision rares. Il existe une procédure lors d'impayés.	Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Paiement	TRE29	Le seuil de paiement en numéraire n'est pas respecté	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Paiement	TRE30	Perte des avis de paiement (justificatifs)								1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Paiement	TRE31	Non archivage des avis de paiement (justificatifs)	X							3	1	3	Une copie est gardée dans les composantes. Original fourni à l'AC. Archivage dans les composantes et à l'AC.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE32	Mauvais rapprochement bancaire quotidien (relevés de compte non traités, la différence entre la valeur du compte et la valeur en comptabilité n'est pas rapprochée ni corrigée, les discordances ne sont pas corrigées)	X	X		X				3	1	3	Tout mauvais rapprochement est forcé traité.	Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE33	Réception de virements inappropriés sur les comptes de régie des composantes								2	2	4	Réception de virements inappropriés sur les comptes des composantes (virements de formation continue).	Moyen	Partielle			27/08/2020
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE34	Le relevé de compte n'est pas traité à sa réception (les opérations de la DGFiP, des débiteurs et des créanciers ne sont pas traitées au fil de l'eau)						X		1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Tenue du compte bancaire	TRE35	L'archivage des pièces justificatives n'est pas exhaustif et ne permet pas un contrôle facile de justification des comptes				X				2	1	2	Archivage perpétuel à l'AC.	Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE36	Le chèque est irrégulier (il ne comporte pas l'ensemble des mentions obligatoires)	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE37	Enregistrement comptable erroné (comptabilisation hors délai, rattachement de l'enregistrement à la mauvaise période)		X						1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE38	Non-respect des autorisations sur l'encaissement des recettes par carte bancaire								2	1	2	Il y a un arrêté de régie par composante spécifiant les activités pouvant être payées par carte bancaire.	Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE39	Risque lors du transport de fonds à la DGFiP ou au CHU								3	1	3	Transport jamais à la même heure.	Moyen	Complète			27/08/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute	Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact			Probabilité	Criticité Brute	Criticité			Niveau de maîtrise	Criticité Nette
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE40	Discordance entre le journal des cartes bancaires et le relevé de compte								2	1	2	Cas des cartes bancaires rejetées ou des paiements PayPal (vente des EUD)	Faible	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE41	Absence de traçabilité des opérations en instance d'encaissement (les pièces justificatives ne permettent pas un contrôle des opérations sur les comptes)					X			3	2	6	Cela correspond à tous les virements en cours.	Elevé	Complète			27/08/2020
Régie	Paiement	TRE42	Modalités de paiement non respectées (erreur dans la désignation du virement, anomalie dans les virements)	X							2	2	4		Moyen	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE43	Perte de chèques (lors de l'envoi à la DGFIP de Créteil)								3	1	3		Moyen	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE44	Perte d'espèces lors de manipulations diverses, vol, erreurs lors de manipulations d'espèces								3	1	3		Moyen	Complète			27/08/2020
Régie	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE45	Les espèces ne sont pas conservées dans un endroit sécurisé à l'AC	X							3	1	3	Il y a un coffre à l'AC. Seuil maximum à ne pas dépasser pour la caisse.	Moyen	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE46	Les pièces comptables ne sont pas enregistrées régulièrement	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE47	Différence entre le montant de l'encaisse et le montant retracé en comptabilité (pas de contrôle quotidien de la caisse, non-ajustement entre le journal de caisse et la comptabilité)	X							1	1	1	Cela est effectué à chaque opération de caisse.	Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE48	Absence de régularisation des différences de caisse (absence de régularisation de caisse dans des délais appropriés)	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE49	Absence d'arrêté quotidien fiable de la caisse					X			1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE50	Absence de surveillance de l'encaisse (encaisse supérieure aux besoins immédiats)			X					1	2	2	Encaisse autorisée à 10 000 euros.	Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Contrôle de la caisse	TRE51	Absence de contrôle des registres et journaux retraçant les opérations numéraires	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Enregistrement comptable des opérations de caisse	TRE52	Utilisation erronée du compte "caisse" (le compte caisse ne doit être que débiteur ou nul)						X		1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Archivages des pièces comptables de caisse	TRE53	Le journal de caisse n'est pas conservé ou inaccessible	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Encaissement	TRE54	Non-respect du plafond d'encaissement en numéraire	X							1	3	3		Moyen	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Encaissement	TRE55	Enregistrement erroné de l'encaissement (non-enregistrement de la caisse sur la dette du débiteur, erreur de recouvrement)				X				1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE56	Le seuil de paiement en numéraire n'est pas respecté	X							1	1	1	Rare (cela peut arriver dans le cadre de l'action sociale)	Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE57	Perte des avis de paiement (justificatifs)								1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE58	Non archivage des avis de paiement (justificatifs)	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie							Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute	Criticité		Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Compte bancaire (AC)	Tenue du compte bancaire de l'AC	TRE59	Mauvais rapprochement bancaire quotidien (relevés de compte non traités, la différence entre la valeur du compte et la valeur en comptabilité n'est pas rapprochée ni corrigée, les discordances ne sont pas corrigées)	X	X	X					1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Tenue du compte bancaire de l'AC	TRE60	Le relevé de compte n'est pas traité à sa réception (les opérations de la DGFiP, des débiteurs et des créanciers ne sont pas traitées au fil de l'eau)					X			1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Tenue du compte bancaire de l'AC	TRE61	L'archivage des pièces justificatives n'est pas exhaustif et ne permet pas un contrôle facile de justification des comptes			X					2	1	2	Archivage perpétuel à l'AC.	Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE62	Non-comptabilisation des opérations au fil de l'eau					X			1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Encaissement et enregistrement des chèques, virements et cartes bancaires	TRE63	Absence de traçabilité des opérations en instance d'encaissement (les pièces justificatives ne permettent pas un contrôle des opérations sur les comptes)					X			3	2	6	Cela correspond à tous les virements en cours. Problème de rapprochement (cf. Recettes)	Elevé	Partielle		Dispositif mis en place côté recettes (ordonnateur). Fichier envoyé aux composantes mais réponses non exhaustives de celles-ci (notamment formation continue).	27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Gestion comptable des rejets des opérations	TRE64	Absence de comptabilisation du rejet des moyens de paiement	X							2	1	2		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Gestion comptable des rejets des opérations	TRE65	Absence de dispositif de régulation des rejets		X						2	1	2		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Gestion comptable des rejets des opérations	TRE66	Absence de traçabilité comptable des rejets			X					2	1	2		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Paiement	TRE67	Modalités de paiement non respectées (erreur dans la désignation du virement, anomalie dans les virements)		X						3	1	3		Moyen	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Recouvrement des titres sur trop-perçus	TRE68	Emission erronée de l'ordre de recouvrer des trop-perçus	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020
Compte bancaire (AC)	Recouvrement des titres sur trop-perçus	TRE69	Mauvais encaissement des trop-perçus	X							1	1	1		Faible	Complète			27/08/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette	
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM01	Opérations CPER ou hors CPER > à 3 millions d'euros : Expertise erronée permettant la prise de décision				X				3	1	3	Chiffrage réalisé par l'uB au niveau du dossier d'expertise et validation par la préfecture et la région (consortium). Circulaire de 2015 permettant de planifier la prise de décision (cf. pôle patrimoine).	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM02	Opérations hors CPER et < à 3 millions d'euros : absence d'expertise ou expertise erronée permettant la prise de décision								3	2	6	Opération systématiquement pilotée par le pôle Patrimoine. Les procédures sont formalisées (code des marchés pour les appels d'offres).	Elevé	Complète	1	Budget annexe pour l'immobilier et l'investissement réalisé depuis 2016.	08/09/2020
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM03	Ne pas préparer une proposition de décision régulière, incomplète, non formalisée (hors cadre CPER), la prise de décision n'est pas régulière	X							3	2	6	Une circulaire de 2015 précise la procédure.	Elevé	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM04	La décision n'est pas prise par une personne habilitée (Président de l'Université, Président de région, Préfet), des signatures sont manquantes sur la prise de décision				X				3	2	6		Elevé	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM05	Ne pas diffuser l'arrêté de prise de décision	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Prise de décision d'acquisition de biens immobiliers	PIM06	Ne pas conserver l'arrêté de prise de décision dans les archives	X							1	3	3		Moyen	Complète	1	Conservation au pôle Patrimoine.	08/09/2020
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM07	Risque de dépassement du coût initial								2	2	4		Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM08	Risque de dérive dans le temps i.e. dépassement du planning								1	2	2		Faible	Partielle	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM09	Risque de recours à la construction (maître d'ouvrage, pièces administratives, etc.)								3	1	3		Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM10	Risque de mauvais suivi des opérations de garantie (biennale, décennale)								2	2	4		Moyen	Partielle	2		08/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM11	Risque dans la prise en charge de la maintenance								2	1	2		Faible	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM12	Non traitement des non-conformités dans la construction								2	2	4		Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Parc Immobilier	Construction/Bâtiment	PIM13	Risque de dysfonctionnement des installations								2	2	4		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM14	Non contrôle de réception de biens immobiliers (Travaux non complets, non respect du cahier des charges)	X							3	1	3	Le pôle patrimoine vérifie tout, il y a un chargé d'affaires qui suit les différents PPI.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM15	Conventions d'utilisation non signées (par exemple avec le CROUS, Agrosup)	X							2	2	4	Exemple : partage de locaux (caféteria dans les bâtiments). Il y a toujours une convention avec le CROUS, Agrosup, Canope. Problème avec les start-up dans les laboratoires.	Moyen	Partielle	2	Il n'y a pas toujours de convention. A vérifier. Comment se fait la répartition des frais ?	08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM16	Non évaluation et/ou mauvaise évaluation physique de biens immobiliers reçus (non conforme aux réglementations sanitaires en vigueur)			X					3	1	3	Obligation d'avoir un contrôleur technique (SOCOTEC). Existence de référents / organismes accrédités par rapport au secteur défini (autorité de sûreté nucléaire, commission génétique du ministère, direction départementale de protection de la population, etc.). L'uB valide ensuite ce qui est mis en œuvre.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM17	Modification du programme en cours de réalisation (étude insuffisante avec les gens du terrain, manque d'échange sur la finalité du projet, absence d'un cahier des charges d'exploitation)			X					2	2	4	Il y a un manque de coordination entre les besoins du terrain et le cahier des charges. Par exemple, animalerie prévue en B3 mais absence de point d'eau, salle pour mettre du gaz non prévue à la maison de la métallurgie.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM18	Mauvaise évaluation financière de l'opération (prix de construction du bâtiment)			X					3	1	3	Pour les nouvelles constructions, c'est le prix de construction (il peut y avoir des écarts avec ce qui était prévu au début). Frais supplémentaires avec les réaménagements notamment avec l'amiante.	Moyen	Partielle	2	Chiffrage difficile des réaménagements même en anticipant l'éventualité d'amiante, les imprévus. Audits préalables chers.	08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM19	Non existence des pièces justificatives et comptables des biens immobiliers reçus (factures)	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM20	Non transmission des pièces justificatives et comptables des biens reçus à l'agence comptable (factures)	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM21	Absence ou mauvaise transmission des documents comptables des travaux achevés à l'agence comptable (non intégration à l'inventaire et au bilan)	X							3	3	9	Procédure pour la transmission du PV de service écrite en 2017.	Elevé	Partielle	3	Procédure non respectée : pas de transmission systématique du pôle patrimoine.	08/09/2020
Parc Immobilier	Entrée de bien immobilier	PIM22	Absence ou mauvais enregistrement des biens immobiliers reçus à titre gratuit ou non (legs, dons) au registre d'inventaire	X							2	1	2	Cela arrive que très rarement.	Faible	Partielle	1		08/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie						Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour	
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité	Criticité Brute		Criticité	Niveau de maîtrise	Criticité Nette			
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM23	Absence ou mauvais contrôle de l'inventaire immobilier (en interne ou par France Domaine)				X				2	1	2	Suivi régulier des biens immobiliers, intervention de France domaine si nécessaire.	Faible	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM24	Absence de procédure de comptabilisation lors d'une réhabilitation ou d'une rénovation de bien	X							3	2	6	Systématiquement, calcul (validé par les CAC) réalisé de manière à enregistrer une sortie partielle des biens objets d'une réhabilitation ou d'une rénovation.	Elevé	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM25	Non enregistrement de l'inventaire, inexistence de l'inventaire (gestion en interne ou via l'Etat)	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM26	Absence de procédure pour l'occupation de locaux (type autorisation de location de salle de longue durée ou autorisation d'occupation temporaire du domaine public) mis à disposition par les composantes/laboratoires.	X							2	2	4	Les AOT (type foodtrucks, cafétarias, copieurs, etc.) font l'objet d'une mise en concurrence selon l'arrêté de 2018. Ces AOT sont gérés par le service Achats-Marchés et la facturation est faite au niveau du pôle Patrimoine. Les locations de salles et les hébergements de startups sont gérés par l'espace entreprise.	Moyen	Partielle	2	Certaines locations de salles passent encore par les composantes sans passer par l'espace entreprise. Certaines locations de start-up passent encore par les laboratoires ou SAYENS sans passer par l'espace entreprise.	08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM27	Non ou mauvaise transmission des documents comptables et justificatifs du parc immobilier (Perte des conventions immobilières).	X							3	1	3	France domaine détient les conventions immobilières	Moyen	Complète	1	Conservées au PAJI .	08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM28	Non évaluation ou mauvaise évaluation de l'amortissement et dépréciation des biens inventoriés		X						3	2	6		Elevé	Complète	1	L'évaluation manque de précision et n'a jamais été confrontée à la réalité (forfait quelque soit le type de bâtiment).	08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM29	Non conservation du bien immobilisé, non suivi de l'état du bien (détérioration, pas de maintenance) appartenant à l'Etat				X				2	2	4	Gestion par le pôle patrimoine.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM30	Non conservation du bien immobilisé, non suivi de l'état du bien (détérioration, pas de maintenance) appartenant à l'uB				X				2	2	4	Gestion par le pôle patrimoine.	Moyen	Partielle	2	Par manque de moyen (exemple : Saint-Usage à l'abandon depuis juillet 2014).	08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM31	Ne pas disposer de contrat d'assurance pour le bien immobilisé	X							3	1	3	Conservé au PAJI.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM32	Ne pas satisfaire l'obligation de contrôle attenant au bien immobilisé (Hygiène et sécurité)	X							2	2	4	Contrôles périodiques pour chaque bâtiment. La commission sécurité vient vérifier.	Moyen	Complète	1	Détection d'amiante au moment d'effectuer les travaux.	08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM33	Ne pas réaliser ou mal réaliser une opération de contrôle (Agent de contrôle non habilité, Hygiène et sécurité)				X				3	1	3	Maîtrise au niveau des services centraux, composantes et laboratoires. Le service H&S possède une liste des personnes formées (Biats) à certains contrôles. Reste à sensibiliser les enseignants qui peuvent effectuer des travaux électriques par exemple dans leur salle de TP.	Moyen	Partielle	2	Surtout dans les laboratoires. Retard dans les contrôles pendant la période COVID.	08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM34	Ne pas traiter les résultats des opérations de contrôle (Ne pas disposer des conclusions, ne pas les diffuser aux autorités concernées)				X				3	1	3	Procédure diffusée mais non traitée	Moyen	Partielle	2	Parfois l'organisme vérificateur tarde pour l'envoi du rapport. Parfois non transmission à la composante lorsque le rapport est envoyé au service hygiène (ou inversement).	08/09/2020
Parc Immobilier	Inventaire/suivi du patrimoine immobilier	PIM35	Mauvaise répartition des charges et absence de prise en charge du compte de la TVA lors de la refacturation aux partenaires (voir bilan pôle patrimoine)			X					3	1	3	Procédure mise en place en 2015 par l'AC.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM36	Absence ou mauvaise évaluation des biens sortis de l'actif inventorié		X						2	1	2	Fait par France Domaine	Faible	Complète	1		08/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette	
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM37	Non contact systématique de France Domaine	X							1	1	1	Contact par le PAJI	Faible	complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM38	Absence ou mauvais contrôle de la sortie des biens immobiliers (fin de convention, déclaration d'inutilisation)	X							2	1	2	Manque d'une expertise juridique et administrative	Faible	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM39	Non transmission des documents comptables de la sortie des biens immobiliers	X							2	1	2		Faible	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM40	Absence ou mauvais enregistrement comptable de la sortie du bien immobilier	X							2	1	2		Faible	Complète	1		08/09/2020
Parc Immobilier	Sortie de biens immobiliers	PIM41	Non réception des fonds lors d'une vente	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM42	Non contrôle de biens mobiliers lors de la réception et de l'installation des machines (Hygiène et sécurité)	X							2	2	4	Règles relatives aux ERP respectées. Réalisé dans les laboratoires. Contrôle réalisé par le service Hygiène et Sécurité lorsque celui-ci est averti.	Moyen	Partielle	2	Reste à recenser les enseignants. Pas de recensement du parc matériel à contrôler.	08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM43	Absence de procédure permettant la qualité ou non d'immobilisation de travaux (lors d'une rénovation)								2	2	4	Note diffusée en 2016 aux composantes/laboratoires.	Moyen	Complète	1	A évaluer.	08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM44	Non enregistrement du bien dans l'inventaire (par les composantes : localisation, n° du bon de commande, codes barres, identification des biens immobilisés en lot)			X					3	1	3	Mise en place du logiciel RANE Inventaire et formation sur demande des personnels par un agent de l'AC.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM45	Non existence des pièces justificatives et comptables des biens mobiliers reçus (facture, bon de commande, PV de réception, etc.)	X							3	1	3		Moyen	complète	1		08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM46	Non transmission des pièces justificatives et comptables des biens reçus (Non transmission à l'Agence comptable, non intégré dans SIFAC et dans un logiciel de gestion d'inventaire)	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM47	Absence ou mauvaise transmission des documents comptables de travaux achevés (non intégration à l'inventaire et au bilan)	X							3	3	9	Non transmission du PV de mise en service par le pôle patrimoine malgré la procédure mise en place en 2017.	Elevé	Absence	3		08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM48	Absence ou mauvaise transmission des documents comptables de biens reçus à titre gratuit ou non	X							2	1	2		Faible	Partielle	1		08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM49	Absence de contrôle d'hygiène et sécurité des biens reçus à titre gratuit								3	1	3		Moyen	Absence	3	Ecrire une procédure pour sensibiliser les laboratoires	08/09/2020
Investissement	Entrée de bien	PIM50	Absence de procédure d'entrée de matériel informatique (installation de l'agent OCS inventory, recensement sur GLPI)	X							2	2	4	Maintien de OCS Inventory et de GLPI.	Moyen	Partielle	2	Reste quelques sites à maîtriser (Le Creusot, qui a son propre outil par exemple)	08/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette	
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM51	Absence ou mauvais contrôle de l'inventaire mobilier (audit externe)				X				3	2	6	Mise en place d'un inventaire en 2016. Cependant, avec le recul, celui-ci laisse entrevoir des erreurs de rapprochement. Le recours à un nouvel inventaire devrait être envisagé dans les années à venir.	Elevé	Partielle	3		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM52	Absence de procédure de suivi de bien (localisation)	X							2	2	4	Le logiciel RANE inventaire permet de changer la localisation en cas de réaffectation. Cependant toutes les localisations ne sont pas saisies dans Rane. Une mise à jour est nécessaire.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM53	Absence de mise à jour régulière de l'inventaire				X				3	2	6	Réalisation d'un inventaire tournant (deux composantes par an).	Elevé	Partielle	3		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM54	Non évaluation ou mauvaise évaluation de l'amortissement et dépréciation des biens inventoriés			X					3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM55	Non reprise ou décalage dans le temps de la reprise ne permettant pas la neutralisation partielle ou totale des amortissements lors d'investissement par une subvention								3	1	3	On amortit les subventions mais également les investissements faits avec les subventions. Décalage entre les 2 amortissements. Procédure mise en place en 2016 par l'AC et diffusée aux composantes/laboratoires.	Moyen	Complète	1	Subventions systématiquement fléchées au 31/12 dans le cadre des écritures de clôture.	08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM56	Transmission erronée des évaluations de l'amortissement des biens immobilisés par le pôle finances et l'agence comptable aux composantes	X							3	1	3	Transmission erronée due au fait que les protagonistes ne parlent pas de la même chose.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM57	Absence ou mauvaise gestion comptable des biens mobiliers inventoriés (fichier des immobilisations/absence de procédure)	X							3	1	3	Rane n'est plus à jour d'où une impossibilité de rapprochement comptable dans le logiciel. Une nouvelle application devrait pouvoir être installée. Une personne dédiée à l'AC suit la tenue de l'inventaire physique et de l'inventaire comptable.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM58	Ne pas disposer de contrat d'assurance pour le bien immobilisé (PAJI)	X							3	2	6	Le contrat d'assurance est global.	Elevé	Complète	1	A vérifier.	08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM59	Ne pas satisfaire l'obligation de contrôle attachant au bien immobilisé (machines) + environnement de la machine	X							3	1	3	Calendrier de suivi dans les laboratoires.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM60	Ne pas réaliser ou mal réaliser une opération de contrôle (Agent de contrôle non habilité)				X				3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM61	Ne pas traiter les résultats des opérations de contrôle (Ne pas disposer des conclusions, ne pas les diffuser aux autorités concernées) ou ne pas mettre en œuvre la mise en conformité (Hygiène et sécurité)				X				3	1	3	Absence de recensement du matériel nécessitant des opérations de contrôle (contrôle des sorbonnes réalisés)	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM62	Absence de procédure d'immobilisation lors de la sortie d'un bien immobilisé par lot	X							3	2	6	Le logiciel RANE inventaire permet de traiter les lots avec difficulté.	Elevé	Partielle	3		08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM63	Absence de vérification réglementaire sur les équipements relevant des laboratoires				X				3	2	6	Ces vérifications se font dans les laboratoires. Cela ne dépend pas du pôle Patrimoine. Tout reste à mettre en place. Absence de procédure. Dans certains laboratoires, c'est mis en place par l'assistant de prévention.	Elevé	Absence	3	Faire déjà un recensement (Cf. PIM42).	08/09/2020
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM64	Absence de procédure lors d'une réaffectation budgétaire de bien	X							1	2	2	Logiciel RANE inventaire mis en place en 2016.	Faible	Partielle	1		08/09/2020



Cartographie des risques comptables et financiers

Processus	Sous-Processus	Référence Risque	Risque inhérent	Typologie					Cotation Brute			Dispositif de Maîtrise	Cotation Nette			Commentaires	Mise à jour		
				Exhaustivité	Régularité	Exactitude	Sincérité	Rattachement	Imputation	Impact	Probabilité		Criticité Brute	Criticité	Niveau de maîtrise			Criticité Nette	
Investissement	Inventaire/suivi du patrimoine	PIM65	Absence de procédure de gestion du parc informatique permettant une vue globale du parc informatique (non harmonisation d'utilisation de OCS/GLPI, des commandes de biens informatiques)	X							2	2	4	Maintien de OCS Inventory et de GLPI. Trois personnes sont formées à Rane Inventaire dans chaque service du PSIUN.	Moyen	Partielle	2	Reste à renvoyer une bascule d'OCS dans RANE.	08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM66	Absence ou mauvaise évaluation des biens sortis de l'actif inventorié			X					2	2	4		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM67	Absence de procédure de sortie de bien dans les services/pôles/composantes/laboratoires	X							3	2	6	Une procédure a été mise en place et diffusée en 2016.	Elevé	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM68	Prise de contact non systématique avec les domaines pour la sortie des biens (absence de procédure)		X						2	2	4	Une procédure a été mise en place et diffusée en 2016.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM69	Non transmission des documents comptables de la sortie des biens mobiliers à l'agence comptable.	X							3	1	3		Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM70	Sortie d'un bien immobilisé sans passage au CA				X				3	1	3	Mise en place d'une procédure de sortie d'inventaire en 2016.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM71	Absence de contact avec la mission culture scientifique pour une possible conservation du bien	X							1	3	3	Mise en place d'une procédure de sortie d'inventaire en 2016.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM72	Absence ou mauvais enregistrement comptable de la sortie du bien mobilier	X							3	2	6	Mise en place d'une procédure de sortie d'inventaire en 2016.	Elevé	Complète	1		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM73	Absence de suivi de la procédure de sortie de biens informatiques (destruction de disque dur, des informations sensibles)	X							2	2	4	Les correspondants informatiques connaissent les procédures.	Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM74	Absence de contrôle hygiène et sécurité lors d'une réaffectation de bien en interne								3	1	3		Moyen	Partielle	2		08/09/2020
Investissement	Sortie de biens	PIM75	Absence de procédure pour les dons	X							1	2	2	Mise en place d'une procédure de sortie d'inventaire en 2016.	Faible	Partielle	1	Les biens donnés n'ont pas été inventoriés.	08/09/2020
Immobilisation financière	Suivi	PIM76	Absence de suivi des immobilisations financières (participation au sein de la SATTGE)			X					3	1	3	Procédure de suivi annuelle avec les CAC.	Moyen	Complète	1		08/09/2020
Immobilisation financière	Suivi	PIM77	Absence de suivi des placements financiers de l'uB (titre de l'ex-IUFM par exemple)			X					3	1	3	Relevés reçus tous les mois. Procédure de suivi annuelle avec les CAC.	Moyen	Complète	1		08/09/2020